



Assemblée générale

Distr. générale
20 mai 2019
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Communications, cas examinés, observations formulées et activités diverses menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*

117^e session (11-15 février 2019)

I. Introduction

1. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a tenu sa 117^e session à Sarajevo du 11 au 15 février 2019.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement bosnien de l'avoir invité à tenir une de ses sessions à Sarajevo. Il remercie également le Bureau du Coordonnateur résident en Bosnie-Herzégovine de l'appui qu'il lui a apporté.

II. Communications

3. Entre ses 116^e et 117^e sessions, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté 51 cas à l'attention des pays suivants : Arabie saoudite (4), Bangladesh (1), Burundi (1), Égypte (34), Émirats arabes unis (2), Pakistan (6), Rwanda (1), Soudan (1) et Viet Nam (1).
4. À sa 117^e session, le Groupe de travail a décidé de porter 261 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention de 19 États : Algérie (13), Arabie saoudite (1), Bangladesh (1), Burundi (12), Chine (1), Égypte (10), El Salvador (2), Émirats arabes unis (2), Fédération de Russie (40), Iran (République islamique d') (6), Kenya (11), Liban (1), Libye (1), Maroc (24), Pakistan (64), Sri Lanka (6), République arabe syrienne (48), République populaire démocratique de Corée (16) et Ukraine (2).
5. Le Groupe de travail a également élucidé 217 cas concernant : l'Arabie saoudite (6), l'Argentine (3), l'Égypte (97), la Libye (1), le Maroc (14), le Nigéria (1), le Pakistan (93), la République arabe syrienne (1) et la Turquie (1). Vingt-sept de ces cas ont été élucidés à la lumière d'informations reçues des Gouvernements et 190 autres à la lumière d'informations reçues d'autres sources.
6. Entre sa 116^e et sa 117^e sessions, le Groupe de travail a également envoyé 18 communications, à titre individuel ou conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, à savoir : six appels urgents, à l'Arabie saoudite (1), à la Chine (1), aux Émirats arabes unis (2), à l'Iran (République islamique d') (1) et à Israël (1) ; 2 lettres de demande d'intervention rapide, à l'Iraq (1) et au Turkménistan (1) ; 4 lettres d'allégation, à

* Les annexes sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.



l'Érythrée (1), à la Gambie (1), au Ghana (1) et au Venezuela (République bolivarienne du) (1) ; et 6 « autres lettres », à la Chine (1), au Mexique (2), à l'Union européenne (1), au Département des affaires politiques de l'ONU (1) et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (1).

7. Le 9 octobre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour saluer la décision rendue par la Cour suprême du Pérou d'annuler la grâce accordée à l'ancien Président Alberto Fujimori¹.

8. Le 9 octobre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour demander qu'une enquête internationale indépendante soit rapidement engagée sur l'affaire du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, opposant au régime².

9. Le 18 octobre 2018, dans le cadre de la présentation de son rapport à l'Assemblée générale, le Groupe de travail a diffusé un communiqué de presse dans lequel il exprimait sa vive préoccupation face à la nouvelle pratique des enlèvements extraterritoriaux observée dans certains États³.

10. Le 22 octobre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour saluer la décision rendue par un tribunal guatémaltèque concernant les violations commises contre des Mayas de l'ethnie Ixil⁴.

11. Le 31 octobre 2018, un communiqué de presse sur la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales⁵.

12. Le 26 novembre 2018, le Groupe de travail a diffusé un communiqué de presse dans lequel il se félicitait de l'adoption, au Liban, d'une nouvelle loi contre les disparitions forcées⁶.

13. Le 28 novembre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour saluer la décision rendue par la Cour suprême du Mexique concernant une loi sur la sécurité intérieure qui posait problème⁷.

14. À sa 117^e session, le Groupe de travail a aussi examiné et fait siennes quatre allégations de caractère général concernant les obstacles qui entraveraient l'application de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en Inde, au Pakistan, en République arabe syrienne et au Venezuela (République bolivarienne du).

III. Activités diverses

15. Pendant la session, le Groupe de travail a rencontré des proches de victimes de disparition forcée et des représentants d'organisations non gouvernementales qui s'occupent de la question des disparitions forcées. Il a également eu l'occasion de rendre hommage aux victimes de violations des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine aux mémoriaux de Srebrenica-Potočari et de Spomen Kosturnica.

¹ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23700&LangID=E (disponible en anglais et en espagnol seulement).

² Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23701&LangID=E (disponible en anglais seulement).

³ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23736&LangID=E (disponible en anglais seulement).

⁴ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23746&LangID=E (disponible en anglais et en espagnol seulement).

⁵ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23803&LangID=E (disponible en anglais seulement).

⁶ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23931&LangID=F.

⁷ Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23942&LangID=E (disponible en anglais et en espagnol seulement).

16. Pendant la session, le Groupe de travail a tenu des réunions avec des représentants des Gouvernements bosnien, croate, égyptien et philippin.

IV. Informations concernant les disparitions forcées ou involontaires survenues dans les États concernés par les communications examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

Algérie

Procédure ordinaire

17. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement 13 cas, concernant :

- a) Fethi Hab, qui aurait été vu pour la dernière fois en mars 1994 à la prison de Tazoult (*wilaya* de Batna) ;
- b) Khattab Hamadi, qui aurait été enlevé devant son domicile à Oran le 28 juillet 1995 par des membres des forces de sécurité militaires ;
- c) Ahmed Hadbi, qui aurait été enlevé le 10 mars 1995 à son domicile, situé dans le quartier 24 Février de Médéa, par des membres de l'Armée nationale populaire algérienne ;
- d) Ali Tamene, qui aurait été enlevé le 8 novembre 1998 à 22 heures devant son domicile, situé à Bordj Menaïel, par des membres des forces de sécurité militaires ;
- e) Rachid Chemini, qui aurait été enlevé le 28 février 1995, à bord d'un navire amarré au port d'Oran, par des membres des forces de sécurité militaires ;
- f) Brahim Guettaf, qui aurait été enlevé le 2 octobre 1994 à 6 heures à son domicile, situé à Rebaïa, dans le district de Berrouaghia (Médéa), par des membres des forces de sécurité militaires ;
- g) Ali Ghazali, qui aurait été enlevé le 5 octobre 1995 par des membres de la gendarmerie de Hdadba à Oued El Cherfa (Tipaza) ;
- h) Said Feid, qui aurait été enlevé en décembre 1998 devant son domicile, situé dans le quartier El Mandar El Jamile à Bordj Menaïel (Boumerdès), par des membres des forces de sécurité militaires ;
- i) Lounes Feid, qui aurait été enlevé en décembre 1998 devant la boulangerie de son quartier de El Mandar El Jamile à Bordj Menaïel (Boumerdès) par des membres des forces de sécurité militaires ;
- j) Mohamed Brahmi, qui a été vu pour la dernière fois à la gendarmerie de Fanteau, à Bouzareah, une semaine après son arrestation le 27 novembre 1997 ;
- k) Omar Bentebiche, qui aurait été enlevé le 15 juin 1998 par des agents de police dans le quartier de Bab El Oued (Alger) ;
- l) Maamar Boudjellal, qui aurait été enlevé avec son père, Makhoul Boudjellal, à Aïn Azel (Sétif), le 20 mars 1994 vers 23 heures par des membres de la police et de la gendarmerie d'Aïn Azel ;
- m) Mohamed Saleh Chaib, qui aurait été enlevé par des gendarmes le 17 janvier 1994 au collège Saad Tebani à Ouled Tebbane (Sétif).

Doublons

18. Le Groupe de travail a estimé qu'un cas avait été soumis en double. Il a par conséquent rayé le doublon de sa liste.

Observations

19. En ce qui concerne les cas susmentionnés (voir par. 17), le Groupe de travail a reçu des informations de diverses sources selon lesquelles le Gouvernement se livre à des pratiques discriminatoires s'agissant de déterminer les victimes qui ont droit à une indemnisation. Le Groupe de travail tient à rappeler les termes de l'article 19 de la Déclaration, selon lesquels les victimes d'actes ayant entraîné une disparition forcée et leur famille doivent obtenir réparation et ont le droit d'être indemnisées de manière adéquate, notamment de disposer des moyens qui leur permettent de se réadapter de manière aussi complète que possible. En cas de décès de la victime du fait de sa disparition forcée, sa famille a également droit à indemnisation.

Argentine

20. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement argentin, le Groupe de travail a décidé de considérer trois cas, concernant Roque Ignacio Gioia, Martín Ogando Montesano et une petite fille, comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois, dont l'application avait été décidée à la 115^e session (voir A/HRC/WGEID/115/1, par. 12). Les restes de Roque Ignacio Gioia et de Martín Ogando Montesano auraient été identifiés grâce à des test ADN, et leurs proches encore en vie en ont été informés. La petite fille a été retrouvée vivante et identifiée en décembre 2017.

Bangladesh**Action urgente**

21. Le 2 octobre 2018, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a transmis au Gouvernement bangladais un dossier concernant Mohammad Altaf Howlader, qui aurait été enlevé par des membres du bataillon d'action rapide le 14 août 2018 dans le district de Jessore.

Procédure ordinaire

22. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement bangladais le cas de Raju Islam, qui aurait été arrêté par des membres de la brigade de détectives de la police à Dacca.

Observations

23. Le Groupe de travail est préoccupé par le fait qu'il continue de recevoir des allégations de nouvelles disparitions forcées survenues au Bangladesh et que le Gouvernement ne répond pas aux informations et communications qui lui sont envoyées à ce propos. Il souligne que, comme le prévoit l'article 7 de la Déclaration, aucune circonstance, quelle qu'elle soit, ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées, et qu'en application du paragraphe 2 de l'article 10 de cet instrument, des informations exactes sur la détention de ces personnes et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent être rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations.

Bélarus**Informations reçues du Gouvernement**

24. Le 31 août 2018, le Gouvernement a transmis des informations sur trois cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Bhoutan

Informations reçues du Gouvernement

25. Le 24 octobre 2018, le Gouvernement a transmis des informations concernant un cas, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

26. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a aussi adressé une copie de ce dossier aux Gouvernements indien et népalais.

Burundi

Action urgente

27. Le 21 septembre 2018, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a transmis au Gouvernement burundais un dossier concernant Martin Ngenzemake, qui aurait été enlevé à son domicile le 2 août 2018 par des agents de l'État et des membres de la milice Imbonerakure.

Procédure ordinaire

28. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement 12 cas, concernant :

a) Aimé-Aloys Manirakiza, connu sous le pseudonyme de « Aimé Arakaza » alias « Musaga », qui aurait été enlevé le 25 mai 2017, à la limite de la commune de Kanyosha, par des membres des Imbonerakure, dont il était lui-même milicien, et des agents de l'unité spéciale chargée de protéger les institutions nationales de police ;

b) Firmin Wakana, également connu sous le nom de « Freedom », qui aurait été enlevé à son domicile, situé au 113 de la 7th Avenue de la zone urbaine de Cibitoke, commune de Ntahangwa, Bujumbura, le 13 janvier 2016 par des agents de la police de Cibitoke et des membres des forces armées burundaises, des brigades antiémeutes et de la milice Imbonerakure ;

c) Augustin Hatungimana, connu sous le pseudonyme de « Tarpon Complaisant », qui aurait été enlevé le 9 décembre 2015 au 101 de la 15th Avenue de la zone urbaine de Cibitoke, Bujumbura, par des agents du Service national de renseignement et de la police nationale ;

d) Jean-Paul Gahungu, dit « Matwi », qui aurait été enlevé le 8 décembre 2016, vers 10 heures, alors qu'il quittait son domicile situé dans la Ndamukiza Avenue de la zone urbaine de Kinindo, Bujumbura, par des agents du Service national de renseignement et, probablement, par des agents de la police nationale ;

e) Evariste Nyandwi, qui a été vu pour la dernière fois le 30 décembre 2016 à 22 heures dans un cabaret de la province centrale de Rutana et aurait été enlevé par des agents du Service national de renseignement ;

f) Vianney Minani, qui aurait été enlevé le 17 février 2017 au poste de police de la commune de Mutimbuzi, dans la province de Bujumbura Rural, par des agents de police, des agents du Service national de renseignement et des membres des Imbonerakure ;

g) Eric Ntirandekura, qui aurait été enlevé le 23 mai 2017 à 18 heures dans le secteur Rubira de Mpanda Town, dans la province de Bubanza, par des membres des Imbonerakure et des agents du Service national de renseignement ;

h) Gaston Ntakarutimana, qui aurait été enlevé le 13 octobre 2017 à 5 heures à Maramvya, dans la zone urbaine de Buterere, Mutimbuzi Town, Bujumbura, par des personnes non identifiées et des représentants de la commune de Mutimbuzi ;

i) Amatus Nshimirimana, qui aurait été enlevé le 21 mars 2017 à 13 heures le long de la route RN 9 près du quartier Carama de la zone urbaine de Kinama, dans la province de Bujumbura Mairie, par des représentants du Service national de renseignement et des membres des Imbonerakure ;

j) André Surwavuba, qui aurait été enlevé le 8 juin 2016 près du bureau du parti politique Mouvement pour la solidarité et la démocratie, situé dans la 7th Avenue, Gicuba Hill, Mpanda District, dans la province de Bubanza, par des représentants de la police et des membres des Imbonerakure ;

k) Oscar Honorable Ntasano, qui aurait été enlevé le 20 avril 2017 dans le quartier de Kajaga de la commune de Mutimbuzi, située dans la province de Bujumbura Rural, par des personnes qui l'auraient sorti de sa voiture (Toyota Hilux Double Cab, immatriculée D 1565 A) et lui auraient bandé les yeux avant de partir en direction de la province de Ngozi ;

l) Munezero, qui aurait été enlevé le 21 février 2017 à 19 heures à son domicile, situé à Ntindo Subhill, Kigaga Hill, commune de Ntega, province de Kirundo, par les autorités communales et des membres des Imbonerakure.

Observations

29. En ce qui concerne les cas susmentionnés (voir par. 28), le Groupe de travail a reçu des informations de diverses sources selon lesquelles les autorités burundaises auraient souvent refusé d'enregistrer des plaintes, n'ouvriraient pas toujours des enquêtes et menaceraient parfois les proches de victimes qui tenteraient de porter plainte. Le Groupe de travail tient à rappeler les paragraphes 1, 3 et 5 de l'article 13 de la Déclaration, qui prévoient que tout État assure à toute personne disposant d'informations ou pouvant invoquer un intérêt légitime, qui allègue qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, le droit de dénoncer les faits devant une autorité de l'État compétente et indépendante, laquelle procède immédiatement et impartialement à une enquête approfondie. Lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, l'État défère sans délai l'affaire à ladite autorité pour qu'elle ouvre une enquête, même si aucune plainte n'a été officiellement déposée. Cette enquête ne saurait être limitée ou entravée par quelque mesure que ce soit. En outre, des dispositions doivent être prises pour que tous ceux qui participent à l'enquête, y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, soient protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles. Enfin, des dispositions sont prises pour garantir que tout mauvais traitement, tout acte d'intimidation ou de représailles ainsi que toute autre forme d'ingérence lors du dépôt d'une plainte ou pendant la procédure d'enquête soient dûment sanctionnés.

Chine

Appel urgent conjoint et réponse

30. Le 23 novembre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant le transfert présumé de Lee Ming-che dans un autre lieu de détention sans notification et le rejet présumé des demandes de visite introduites par sa femme, Lee Ching-yu. Le Gouvernement a répondu le 27 décembre 2018 en donnant le nom de la prison dans laquelle Lee Ming-che purgeait sa peine et en précisant que Lee Chaing-yu lui avait rendu visite à plusieurs reprises et que des visites continueraient à être organisées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Procédure ordinaire

31. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement chinois le cas de Talati Gulinaer, qui, en décembre 2017, aurait été enlevé par des agents de l'État et conduit dans un centre de rééducation.

Informations reçues du Gouvernement suédois

32. Le 29 janvier 2019, le Gouvernement suédois a communiqué des informations sur un cas en suspens relevant de la Chine.

Autre lettre conjointe

33. Le 12 novembre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une autre lettre conjointe concernant la révision du règlement de la région autonome ouïghoure du Xinjiang sur la lutte contre l'extrémisme.

Informations reçues de diverses sources

34. Sur la base des éléments fournis, le Groupe de travail a décidé de rouvrir le dossier de Gao Zhisheng.

Colombie**Application de la règle des six mois**

35. Le 25 septembre 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur 23 cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à ces cas.

Informations reçues du Gouvernement

36. Le 25 septembre 2018, le Gouvernement a transmis des informations sur cinq cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Doublons

37. Le Groupe de travail a estimé que deux cas avaient été soumis en double. Il a par conséquent rayé ces doublons de sa liste.

République populaire démocratique de Corée**Procédure ordinaire**

38. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement 16 cas, concernant :

- a) Taebong Kim, qui aurait été arrêté le 5 août 1950 dans la province de Gangwon par des membres de l'Armée populaire coréenne ;
- b) Youngchuk Park, qui aurait été enlevé le 2 juin 1950 dans l'arrondissement Yongsan de Séoul par des membres de l'Armée populaire coréenne ;
- c) Inwon Yoon, qui aurait été enlevé en juillet 1950 dans l'arrondissement Jongno de Séoul par des membres de l'Armée populaire coréenne ;
- d) Jong-mu Do, qui aurait été enlevé le 5 juin 1970 à bord du navire de la marine I-2 qui naviguait en mer Jaune par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ;
- e) Hyo-geun Yang, qui aurait été enlevé le 22 janvier 1966 à bord du navire de pêche *Gilyong-ho*, qui naviguait dans les eaux libres de la mer Jaune, par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ;
- f) Hyo-geun Yang, qui aurait été enlevé le 22 janvier 1966 à bord du navire de pêche *Gilyong-ho*, qui naviguait dans les eaux libres de la mer Jaune, par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ;
- g) Jong-sik Lee, qui aurait été enlevé le 20 septembre 1950 dans le district de Chunseong de la province de Gangwon par des policiers du Bureau des affaires intérieures de la République populaire démocratique de Corée ;
- h) Soon-geon Kim, qui aurait été enlevé dans l'arrondissement Seongbuk de Séoul le 7 août 1950 par des agents des services de sécurité intérieure de la République populaire démocratique de Corée ;

i) Seong-bok Choi, qui aurait été enlevé le 10 juillet 1968 à bord du navire *Manbok*, dans le district de Goseong de la province de Gangwon, par des officiers de la République populaire démocratique de Corée ;

j) Eung-kwon Kim, qui aurait été enlevé le 2 juillet 1968 à bord d'un navire qui naviguait près de la ligne de démarcation de la zone de pêche, par des membres d'équipage d'un petit navire armé de la République populaire démocratique de Corée ;

k) Hong-gyun Kim, qui aurait été enlevé le 23 mai 1968 à bord du navire *Daeseong-ho*, qui naviguait au large de Sokcho, par des officiers de la République populaire démocratique de Corée ;

l) Jong-yun Lee, qui aurait été enlevé le 20 mars 1964 à bord du navire *Boseung 2*, qui naviguait près de l'île Baekryeong (République de Corée), par des soldats de la République populaire démocratique de Corée ;

m) Yang-su Park, qui aurait été enlevé à bord du navire *Odaeyang 61-ho*, qui naviguait en mer Jaune près de la ligne de démarcation septentrionale, par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ;

n) Sang-jun Kim, qui aurait été enlevé le 3 novembre 1967 à bord du navire *Haeyang-ho*, qui naviguait près de la ligne de démarcation de la zone de pêche, par des officiers de la République populaire démocratique de Corée ;

o) Tae-gil Park, qui aurait été enlevé le 20 mars 1964 à bord du navire *Boseung 2*, qui naviguait près de l'île Baekryeong (République de Corée), par des soldats de la République populaire démocratique de Corée ;

p) Yeong-jun Choi, qui aurait été enlevé le 20 novembre 1965 à bord du navire *Myeongdeok-ho*, qui naviguait près de la ligne de démarcation de la zone de pêche, par des officiers de la République populaire démocratique de Corée.

39. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a également adressé une copie de six des dossiers au Gouvernement de la République de Corée et une copie d'un autre au Gouvernement chinois.

Informations reçues du Gouvernement

40. Le 18 octobre 2018, le Gouvernement a transmis des informations sur 12 cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Observations

41. Le Groupe de travail continue d'être déçu par les réponses standards reçues du Gouvernement. Il appelle son attention sur la résolution 21/4 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a exhorté les États à coopérer avec le Groupe de travail et à l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat.

Équateur

Informations reçues du Gouvernement

42. Le 21 décembre 2018, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Informations reçues du Gouvernement colombien

43. Le 21 décembre 2018, le Gouvernement colombien a fourni des informations sur un cas en suspens relevant de l'Équateur. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Informations reçues de diverses sources

44. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Égypte

Action urgente

45. Le Groupe de travail a porté 34 cas à l'attention du Gouvernement au titre de sa procédure d'action urgente (voir annexe II).

Procédure ordinaire

46. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement 10 cas concernant :

- a) Abdurrahman Karim Fattouh Hamed, qui aurait été enlevé le 12 mars 2018 à Al-Salam City, dans le gouvernorat du Caire, par des policiers et des individus en civil ;
- b) Asmaa Saied Ahmed Mahmoud Ahmed, qui aurait été enlevée le 15 avril 2018 à l'aéroport du Caire par des membres des forces de sécurité nationale en civil ;
- c) Youssef Taha Ahmed Mohamed Taha, qui aurait été enlevé le 10 février 2016 au club Al-Masry par des membres des forces de sécurité nationale en civil ;
- d) Ahmed Magdi Abdelazim Ryiad Ismail, qui aurait été enlevé le 21 décembre 2017, rue Salem Hussein, dans le gouvernorat de Beni Suef, par des agents des forces de sécurité nationale en civil ;
- e) Mohamed Ali Gharib Mosallam, qui aurait été enlevé le 5 octobre 2017 à l'aéroport du Caire par des membres des forces de sécurité nationale ;
- f) Assem Mohammed Mohammed Mohammed Mashaheet, qui aurait été arrêté le 25 juin 2018 dans le district de Nasr City par des policiers en civil et en uniforme ;
- g) Mosaab Kamal Tawfik, qui aurait été vu pour la dernière fois en novembre 2018 à la prison de Tora ;
- h) Abdel Rahman Saad Saad Eid Noser, qui aurait été arrêté le 23 septembre 2018 à Kafr El Dawar, dans le gouvernorat de Beheira, par des agents des services de sécurité de l'État en uniforme et en civil ;
- i) Ahmed Shaker Abd El-Latif Abd al-Fattah Atta, qui aurait été arrêté le 21 mars 2018 alors qu'il se trouvait à un barrage de police mobile situé à Zahraa Nasr City, dans le gouvernorat du Caire, par des policiers en uniforme ;
- j) Nasr Rabie Abdelraouf Nasr Rabia, qui aurait été enlevé le 13 février 2018 par des membres des forces de sécurité nationale en civil alors qu'il se rendait au Caire depuis le septième district, à savoir Nasr City.

47. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie du dossier concernant Asmaa Saied Ahmed Mahmoud Ahmed au Gouvernement malaisien.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

48. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas des 15 personnes suivantes : Ali Mohamed Abdulhamid, Ibrahim Abdelwanis Ali Ismail Gad Allah, Aya Musaad Mohammed Mohammed al-Dahshan, Aya Musaad Mohammed Mohammed al-Dahshan, Abu Hassiba Mohammed Faraj, Afaf Hussein Salem Mahmoud, Oaima Hussein Salem, Amr Abou Hassiba Mohamed, Ayman Hussein Salem, Hussein Ayman Hussein Salem, Mohamed Yassin Abdel Wahab, Mohammed Jamal Ali Ibrahim, Abdurrahman Mohamed Adel Abdulsalam Eliwa, Ali Jamal Ali Salim et Osama Mabrouk Mousa Mohamed. Quatre de ces personnes seraient en détention et les 11 autres auraient été libérées.

Informations reçues de diverses sources

49. Des sources ont communiqué des informations sur neuf cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Application de la règle des six mois

50. Les 27 août, 26 septembre, 23 octobre, 12 et 13 décembre 2018 et les 2 janvier, 15 janvier et 22 janvier 2019, le Gouvernement égyptien a fourni des informations concernant 48 cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à ces cas.

Informations reçues du Gouvernement

51. Les 27 août, 15 octobre, 23 octobre, 12 et 13 décembre 2018 et le 2 janvier 2019, le Gouvernement a fourni des informations concernant 13 cas. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Élucidation

52. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés 82 cas, concernant Mohamed Abdullah Mohamed Abdullah, Abdul Rahman Sherif Sayed Mohamed Abdul Wahab, Ahmed Saad Ahmed Ibrahim, Mohamed Shehata Mohammed Abdel-Hadi, Ibrahim Mohamed Sadiq, Hassan Farouk Sharaf, Mohamed Abdul Raheem Metwally Sayed Ahmed, Mohamed Rashad Ibrahim al-Tonoby, Mohammed Gamal Mohammed Mohammed Shehata, Ibrahim Motamid Amine Inani al-Jundi, Mahmoud Tawfik Abdalaal, Hani Said Kahla, Mosab Abdallah Abdelhamid Morsy Hamed, Abdullah Mohamed Saad Ahmed al-Samenood, Ossama Mohammed Ezz al-Arab Mogahed, Fathi al-Sayed Afifi al-Sindyoon, Ahmed Mohammed Hassan Aweys, Ahmed Mohamed Mansy Hamad, Hussein Salih, Hamdi Taha Abdelrahim Elabasi, Omar Ali Elsayed Ahmed Bateekh, Khalaf Thabet Hardiy, Hussein Mohamed Hassan Farrag, Omar Tarek El Sayed Tarek El Sayed El Nomrosy, Ahmed Nasr El Din Abd al-Salam Radwan, Abdulrahman Mohamed Ibrahim al-Bih, Ahmed Sameh Mohamed Ahmed Mansour, Mohamad Jomaa Youssef Abdullah Zahra, Ahmed Fawzy Ahmed Hafez Marzouq, Zaïd Mohamed Ahmed Ahmed al-Bana, Ahmed Seif al-Islam Mostafa Mostafa Kamoun, Yousri Kamal Mohamed Abdallah, Yehia Mansour Ahmed El Sharkawy, Fakhr El Din Youssef Zaki Abou El Azm, Taher Ahmed Gamal El Dein Mohamed, Haitham Fathey Ahmed al-Shandeney, Wasel Omar Mohamed Mohamed Wasel, Atieto Ali Saied Atieto, Atieto Mohamed Amubarek Abu Ahmed, Khedr Walaa Shaban Gomaa Ebrahim, Abdalrahman Fathy Abdalrahman Khalifa, Mostafa Morsi Khafagi, Ibrahim Rajab Ibrahim Arafat, Mohamed Fawzy Abo al-Gheet al-Tahan, Nasser Mohamed Zaki Mohamed, Mahmoud Ahmed Abdul Mawla Shaoat, Al-Said Mohamed Mohamed Ibrahim Dosoki, Magdy Abdel Halim Mohamed Zayed, Omar Mohamed Abd-Alwahed, Belal Mohamed Morsy Mehanna, Mohamed Mohamed al-Morsy al-Sayad, Ahmed Abdelazeem Mohamed Ahmed, Adel Ahmed Asaid Asobky, Asadat Abderahim Abdessalam Karim Edine, Ragab Mohamed Aly Mohamed El Gidaway, Sahl Abdul Basir Mohammed Tarab, Muhammed Kamal Muhammed Mandour, Naem Shalaby Yusuf Mahfouz, Yusuf Yusuf Yusuf Yusuf al-Atawey, Ahmed Abdul Moneim Mohamed Abdul Ghani Zahran, Ammar Yasser Mostafa Ahmed Helal, Mohamed Abdel Maksoud Mohamed El Khayiat, Refa'at Refa'at Muhammad Abu Ghazala, Ahmad Lotfi Ahmad Zaghlood, Moaaz Bellah Khaled Fayyad Mohamed Abdelmoneim, Raid Mohammed Aouis Murtada, Saad Saad Ali Abdallah Khaled, Ahmed Abd-Allatif Ahmed Ali Al, Hassan Hassan Khalid Azzayyat, Muhammad Hammad Abdul-Ghani Saleem, Belal Atef Khalid Azzayyat, Abd-alrhman Yasser Nagib Dawod, Abdelrahmaan Ali Ali Mohamed Farag, Khaled Yousf Ab Allah Ahmed, Abo-Zaid Mohammad Mohammad al-Tonobi, Mahmoud Abdel Badea Mohamed Ahmed, Ahmed Mohamed Salem Ahmed, Ibrahim Abul Azm Mohamed Dawoud, Ibrahim Tarek Emad Nasr El Din, Loqman Mohamed Abdelfattah Mohamed, Ahmed Mowafi Khalafallah Ahmed et Magdi Khaled Mohamed Mohamed, auxquels la règle des six mois avait précédemment été appliquée ou à propos desquels les sources ont, depuis, formulé des observations (voir A/HRC/WGEID/115/1, par. 40, et A/HRC/WGEID/ 116/1, par. 59). Soixante et 11 de ces personnes seraient en détention et les 11 autres auraient été libérées.

Appel urgent conjoint

53. Le 12 février 2019, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant l'arrestation et la disparition forcée présumée d'un journaliste et défenseur des droits de l'homme.

Réponse à un appel urgent conjoint

54. Le 26 octobre 2018, le Gouvernement égyptien a communiqué une réponse à l'appel urgent conjoint qui lui avait été adressé le 9 mai 2018, concernant le cas présumé de disparition forcée du poète Galal el Behairy. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu aux allégations selon lesquelles M. El Behairy aurait fait l'objet d'une disparition forcée qui aurait duré plusieurs jours, ni aux demandes de renseignements concernant toute enquête menée sur sa disparition forcée présumée.

Doublons

55. Le Groupe de travail a estimé qu'un cas avait été soumis en double. Il a par conséquent rayé le doublon de sa liste.

Observations

56. Le Groupe de travail demeure préoccupé par les mesures prises contre Ibrahim Abdelmonem Metwally Hegazy, qui pourraient être constitutives d'actes de représailles motivés par le fait qu'il a coopéré avec le Groupe de travail et signale qu'il est toujours en attente de réponses à un certain nombre de questions sur ce cas, notamment la question de savoir si la lettre confirmant la réunion avec le Groupe de travail visant à faciliter sa demande de visa avait été versée au dossier pénal à charge contre M. Metwally (A/HRC/39/46, par. 96).

57. Le Groupe de travail sait gré au Gouvernement égyptien des très nombreuses réponses communiquées, mais lui rappelle que le fait d'élucider de nombreux cas ne le dispense pas de s'acquitter de ses obligations au titre de la Déclaration, notamment de l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que des cas similaires ne se produisent à l'avenir. Il s'inquiète de ce que, malgré ses demandes répétées de remédier à ce qui semble être un problème systémique de disparitions forcées, en particulier celles de courte durée, la situation ne semble pas s'être améliorée, et il invite à nouveau instamment le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures à cet égard (A/HRC/39/46, par. 95). Il rappelle également qu'une visite officielle du Groupe de travail en Égypte pourrait aider le Gouvernement à résoudre ce problème.

El Salvador

Procédure ordinaire

58. Suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement deux cas concernant :

a) Josué Vladimir Henríquez Melgar, qui aurait été enlevé le 27 septembre 2018 près de l'Institut national Cantón Lourdes par des membres de la police nationale civile ;

b) Kevin Alexander Rivera, enlevé le 30 juillet 2017 dans une station-service de la commune de Santiago Nonualco par des membres de la police nationale civile.

Réponse à une allégation de caractère général

59. Le 15 novembre 2018, le Gouvernement a répondu à deux allégations de caractère général qui lui avaient été adressées le 31 mars et le 25 juin 2015. Le texte intégral de la réponse est reproduit à l'annexe IV.

Érythrée

Lettre d'allégation conjointe

60. Le 16 octobre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une communication conjointe concernant la disparition forcée présumée de Berhane Abrehe et la détention au secret de son épouse, Almaz Habtenariam.

Guatemala

Informations reçues de diverses sources

61. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Communiqué de presse

62. Le 22 octobre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour saluer la décision rendue par un tribunal guatémaltèque concernant les violations commises contre des Mayas de l'ethnie Ixil (voir par. 10).

Observations

63. Au cours de la session, le Groupe de travail a étudié les renseignements communiqués au sujet d'un projet de loi en cours d'examen au Congrès, qui porterait modification de la loi de réconciliation nationale et prévoirait une amnistie générale pour les cas de graves violations des droits de l'homme commises pendant le conflit armé interne. Le Groupe de travail demeure préoccupé par le fait que l'adoption de ces réformes porterait gravement atteinte aux droits des victimes à la justice, à la vérité, à la réparation et aux garanties de non-répétition. L'adoption de ce projet de loi pourrait également conduire à des actes de représailles et à des agressions contre les victimes, les juges, les procureurs, les avocats, les plaignants, les témoins, les experts et autres personnes participant à des procédures relatives aux droits de l'homme, ce qui mettrait en danger leur sécurité et celle de leurs proches.

64. Le Groupe de travail tient à rappeler la teneur du paragraphe 1 de l'article 18 de la Déclaration, qui dispose que les auteurs et les auteurs présumés de disparitions forcées ne peuvent bénéficier d'aucune loi d'amnistie spéciale ni d'autres mesures analogues qui auraient pour effet de les exonérer de toute poursuite ou sanction pénale.

Inde

65. Le Groupe de travail a reçu de la part de sources crédibles des informations faisant état d'obstacles à la mise en œuvre de la Déclaration en Inde. Le 28 mars 2019, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement une allégation de caractère général (voir annexe I), portant principalement sur les difficultés auxquelles se heurtaient les membres de la famille des personnes disparues dans l'État indien de Jammu-et-Cachemire, tels que les obstacles législatifs à l'obtention d'informations et à la poursuite des auteurs, et l'absence de mesures de réparation et d'indemnisation adéquate, y compris l'absence de moyens de réadaptation.

Iran (République islamique d')

Procédure ordinaire

66. Selon sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement six cas concernant :

a) Mohammad-Reza Behkish, qui aurait été enlevé le 15 mars 1982 dans le nord de Téhéran par des membres des Gardiens de la révolution et des Services de sécurité de la République islamique d'Iran ;

b) Mahmoud Behkish, qui aurait été vu pour la dernière fois le 27 août 1988 à la prison de Gohardasht (Rajaei Shahr) ;

c) Mohammad-Ali Behkish, qui aurait été vu pour la dernière fois le 27 août 1988 à la prison de Gohardasht (Rajaei Shahr) ;

d) Zahra Behkish, qui aurait été arrêtée le 24 août 1983 à Téhéran par des membres des Gardiens de la révolution ;

e) Mehrdad Panahi Shabestari, qui aurait été vu pour la dernière fois le 31 août 1988 à la prison d'Evin ;

f) Mohsen Behkish, vu pour la dernière fois à la fin mars 1985 au centre de détention de Towhid (prison d'Evin).

Informations reçues du Gouvernement

67. Le 19 novembre 2018, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

68. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie des informations fournies au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Observations

69. D'après les renseignements communiqués, des personnes connaissant les individus concernés par les cas susmentionnés (voir par. 66) ont reçu des informations non confirmées faisant état de leur décès. Le Groupe de travail tient à rappeler que l'annonce non confirmée d'un décès ne devrait pas exclure la conduite d'une enquête sur une disparition forcée présumée. À cet égard, il renvoie au paragraphe 6 de l'article 13 de la Déclaration, qui dispose qu'une enquête doit pouvoir être menée tant qu'on ne connaît pas le sort réservé à la victime d'une disparition forcée et au paragraphe 14 de l'article 17, selon lequel tout acte conduisant à une disparition forcée continue d'être considéré comme un crime aussi longtemps que ses auteurs dissimulent le sort réservé à la personne disparue et le lieu où elle se trouve et que les faits n'ont pas été élucidés.

70. Le Groupe de travail regrette à nouveau que le Gouvernement ne lui ait fourni aucune information concernant l'allégation de caractère général transmise le 28 février 2017, selon laquelle aucune mesure n'a été prise pour enquêter sur les tombes anonymes et pour sanctionner les responsables de la disparition et de l'exécution extrajudiciaire de 5 000 prisonniers politiques en République islamique d'Iran dans les années 1980 (A/HRC/WGEID/111/1, par. 68 et annexe II).

71. Le Groupe de travail rappelle une fois de plus que la République islamique d'Iran avait accepté qu'il se rende dans le pays en 2004 et que cette visite avait été reportée à la demande du Gouvernement. Malgré les nombreux rappels envoyés et les demandes formulées au Gouvernement en vue de fixer une date dans les plus brefs délais, la visite n'a toujours pas eu lieu.

Iraq

Lettre de demande d'intervention rapide

72. Le 2 octobre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une communication conjointe concernant l'arrestation arbitraire, la disparition forcée et les actes de torture dont aurait fait l'objet le défenseur des

droits de l'homme Imad al-Tamimi, ainsi que les actes d'intimidation et les menaces dont aurait été victime le défenseur des droits de l'homme Israa al-Djulaili⁸.

Israël

Appel urgent conjoint

73. Le 25 janvier 2019, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une communication conjointe concernant les allégations faisant état de l'arrestation arbitraire, de la disparition forcée et du décès d'un Palestinien, ainsi des représailles exercées à l'encontre de sa famille.

Kenya

Procédure ordinaire

74. Suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement 11 cas concernant :

- a) Abdiweli Sheikh Ibrahim, qui aurait été arrêté le 21 avril 2015 à son domicile, situé à proximité du camp militaire de Mandera, à Lamu, par des agents de l'unité de police spécialisée dans la lutte antiterroriste ;
- b) Abdirizak Haji Mohamed, qui aurait été arrêté le 24 octobre 2015 à son domicile à Mandera par des agents des Forces de défense kényanes ;
- c) Ali Warsame, qui aurait été enlevé le 9 avril 2015 sur le marché Urale à Wajir par des réservistes de la police kényane ;
- d) Ali Duale, qui aurait été enlevé le 14 avril 2015 dans un cybercafé du quartier de Wagbare, dans la ville de Wajir, par des membres de l'unité de police administrative et de l'unité de déploiement rapide ;
- e) Abdilatif Abdimalik, qui aurait été enlevé le 25 avril 2013 à son domicile dans le quartier de Bula Taqwa, dans la banlieue de Garissa, par des policiers ;
- f) Asha Abdisalan, qui aurait été enlevée le 17 juillet 2015 à son domicile situé dans le quartier d'Eastleigh, dans la banlieue de Nairobi, par des membres de la police administrative et des agents des services de renseignement militaire des Forces de défense kényanes ;
- g) Farah Ibrahim Korio, qui aurait été enlevée le 30 juin 2015 au poste de police de Wajir par des agents des Forces de défense kényanes et de l'unité de police spécialisée dans la lutte antiterroriste ;
- h) Hassan Derow, qui aurait été vu pour la dernière fois le 21 mars 2015 au camp militaire de Wajir avant d'être transféré dans un lieu inconnu ;
- i) Hussein Ali Abdullahi, qui aurait été vu pour la dernière fois le 13 mai 2015 au camp militaire de Wajir ;
- j) Mahat Isaak Ibrahim, qui aurait été enlevé le 20 avril 2015 devant son domicile situé dans le village d'Elbey, dans le comté de Wajir, par des agents des Forces de défense kényanes ;
- k) Omar Mohamed Yusuf, qui aurait été enlevé le 26 avril 2015 dans le restaurant Baquli, à Mandera, par des agents de l'unité de police spécialisée dans la lutte antiterroriste et de la police judiciaire.

⁸ <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24111> (disponible en anglais seulement).

Observations

75. Le Groupe de travail regrette une nouvelle fois que le Gouvernement n'ait pas répondu aux communications transmises, notamment aux trois allégations de caractère général suivantes : une allégation faisant état de disparitions forcées et d'autres violations des droits de l'homme commises par des membres de l'unité de police spécialisée dans la lutte antiterroriste, transmise le 30 septembre 2014 (A/HRC/WGEID/104/1, par. 71 à 78 et A/HRC/30/38, par. 76) ; une allégation faisant notamment état de disparitions forcées de terroristes présumés, commises dans le cadre d'opérations de sécurité musclées comme l'opération « Usalama watch » d'avril 2014, transmise le 4 mars 2016 (A/HRC/WGEID/108/1, par. 6) ; et une allégation faisant état de disparitions forcées de jeunes musulmans dans la région côtière, transmise le 1^{er} juin 2017 (A/HRC/WGEID/112/1, par. 59 et annexe III).

Koweït

Informations reçues du Gouvernement

76. Le 11 octobre 2018, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

77. Le 20 octobre 2018, le Gouvernement qatarien a communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Application de la règle des six mois

78. Le 21 janvier 2019, le Gouvernement saoudien a fourni des informations sur un cas en suspens (voir par. 76 et 77). Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ce cas la règle des six mois.

Liban

Procédure ordinaire

79. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Diaa Ayouche, demandeuse d'asile syrienne, qui aurait été enlevée en février 2014 dans le village de Brisa, situé dans le district de Hermel, par un groupe d'individus armés du Hezbollah.

Communiqué de presse

80. Le 26 novembre 2018, le Groupe de travail a diffusé un communiqué de presse dans lequel il se félicitait de l'adoption, au Liban, d'une nouvelle loi contre les disparitions forcées (voir par. 12).

Observations

81. Le Groupe de travail espère que le Gouvernement répondra favorablement à l'intérêt exprimé pour une visite dans le pays au cours de l'année 2019.

Libye

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

82. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Alzaeidi Fathi Salam Hamad comme élucidé. L'intéressé est actuellement en détention.

Maldives

Informations reçues de diverses sources

83. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

84. Le 21 décembre 2018, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Mexique

Informations reçues de diverses sources

85. Des sources ont communiqué des informations sur cinq cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Communiqué de presse

86. Le 28 novembre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour saluer la décision rendue par la Cour suprême du Mexique concernant une loi sur la sécurité intérieure qui posait problème (voir par. 13)

« Autre lettre » conjointe

87. Le 12 novembre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une « autre lettre » conjointe à la Cour suprême concernant les débats sur la loi relative à la sécurité nationale au Mexique⁹.

88. Le 4 février 2019, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une « autre lettre » conjointe au Congrès mexicain afin de faire part de leur inquiétude au sujet d'une proposition visant à mettre en place une garde militaire nationale¹⁰.

Maroc

Procédure ordinaire

89. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement marocain 24 cas concernant :

a) Mustapha Hassib, qui aurait été enlevé le 20 juin 1981 à son domicile, situé dans le bloc 53, rue Mansour 2, n° 11, Sidi El Bernoussi, Casablanca, par des membres des compagnies mobiles d'intervention et des policiers ;

b) Mohamed Dadi, qui aurait été enlevé avec son frère, Abdelhak Dadi, le 20 juin 1981 à leur domicile, situé dans le bloc 1, rue Mansour 1, n° 23, Sidi El Barnoussi, Casablanca, par des membres des compagnies mobiles d'intervention et des policiers ;

c) Abdelhak Dadi, qui aurait été enlevé avec son frère, Mohamed Dadi, le 20 juin 1981 à leur domicile, situé dans le bloc 1, rue Mansour 1, n° 23, Sidi El Barnoussi, Casablanca, par des membres des compagnies mobiles d'intervention et des policiers ;

⁹ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24199> (disponible en espagnol seulement).

¹⁰ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24318> (disponible en espagnol seulement).

- d) Saleh Saoudi, qui aurait été enlevé le 20 juin 1981 à son domicile, situé dans le bloc 46, n° 6, Sidi El Bernoussi, Casablanca, par des membres des compagnies mobiles d'intervention et des policiers ;
- e) Bouchaïb Bakri, qui aurait été enlevé le 20 juin 1981 à son domicile, situé dans le bloc 45, n° 15, Sidi El Bernoussi, Casablanca, par des membres des compagnies mobiles d'intervention et des policiers ;
- f) Mouh Assim, qui aurait été enlevé le 20 juin 1981 à Oukacha, Casablanca, alors qu'il allait pêcher à Ain Sbaa, par des membres des forces armées ;
- g) Abdellatif Zeroual, qui aurait été enlevé le 5 novembre 1974 à 19 heures près d'un arrêt de bus situé à 20 mètres de l'intersection des boulevards Ziraoui et Zerkouni, à Casablanca, par des membres de la brigade nationale de police criminelle ;
- h) Ahmed Berhiche Ben Moussa, qui aurait été vu pour la dernière fois en octobre 1977 à la prison centrale de Kénitra ;
- i) Belaid Bab Allah, qui aurait été enlevé en février 1963 à Casablanca par des membres de la police secrète en civil ;
- j) Akka Harrouche, enlevé le 20 juillet 1975 à Ain Aouda, dans la région de Rabat, par des membres de la gendarmerie, une semaine après son évasion du centre de détention secret connu sous le nom de « Point fixe 3 », sur la route des Zaërs ;
- k) Abdessalem Ben Alami Laaroussi, qui aurait été enlevé en août 1956 à Diwana par des membres de l'Armée de libération marocaine et des miliciens ;
- l) Abu Zakaria Mohamed Benghazi, également connu sous le nom de « Mohamed El Abdi », qui aurait été arrêté le 10 février 1973 vers minuit sur son lieu de travail, le cinéma Shérazade, à Casablanca, par des membres de la police secrète ;
- m) Mohamed ben Ahmed Habbous, qui aurait été enlevé le 11 mars 1973 à son domicile, situé au 6 rue de Tours la Touraine (aujourd'hui 6 Hay Saada Saada Zenkat Chouaib Doukali), à Meknès, par des membres de la police et des forces auxiliaires ;
- n) Nayem Breica Ahaimad, qui aurait été vu pour la dernière fois en 1993 à la prison de Kénitra ;
- o) Driss Gaga, qui aurait été arrêté le 20 juin 1981 à la gare de Casablanca par des agents du service national de sécurité ;
- p) Mohamed Faza, qui aurait été enlevé à son domicile, situé à Hay Tarek, rue 36, n° 39, Sidi Bernoussi, Casablanca, par des membres des Forces armées royales marocaines ;
- q) Haddou Sharif, également connu sous le nom de « Haddou Ben Lahcen », qui aurait été vu pour la dernière fois le 1^{er} mars 1963 à la prison de Bab Laalou, à Rabat ;
- r) Brahim Sidi Hanin, qui aurait été enlevé début 1976 à El Farsia par des membres des Forces armées royales marocaines ;
- s) Hassanna Omar Skenna Ballaou, qui aurait été arrêtée dans la matinée du 12 juin 1987 par des militaires alors qu'elle était en mission de travail à Casablanca ;
- t) Lehbib Mahmoud Dorachar, qui aurait été enlevé le 9 juillet 1989 dans la province de Guelmim par d'autres militaires ;
- u) Mustapha Belkacem Aanai, qui aurait été enlevé le 22 décembre 1976 à Dhlouaa, dans la région de Guelmat, par des membres des forces armées ;
- v) Sidemmo Salma Mohamed Sid Ahmed, qui aurait été enlevé en février 1976 dans la région d'Amgala par des membres des forces armées ;
- w) Hassan Moulabi, qui aurait été enlevé le 4 janvier 1973 dans un café situé sur le boulevard Hassan II, à Bouznika, par des policiers ;
- x) Mohamed Salek Najem, qui aurait été enlevé en février 1976 à El Bir Behlou par des membres des Forces armées royales.

Élucidation

90. Sur la base des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 14 cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (A/HRC/WGEID/115/1, par. 66).

Informations reçues de diverses sources

91. Des sources ont communiqué des informations sur 15 cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

92. Le 27 septembre 2018, le Gouvernement a fourni des informations au sujet de 13 cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Doublons

93. Le Groupe de travail a estimé que trois cas avaient été soumis en double. Il a par conséquent rayé le doublon de sa liste.

Myanmar**Informations reçues du Gouvernement**

94. Le 3 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Nigéria**Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

95. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Nwannekaenyi Kenny Namdi Okwu Kanu comme élucidé. L'intéressé est actuellement libre.

Oman**Informations reçues de diverses sources**

96. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Pakistan**Action urgente**

97. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement les cas des six personnes suivantes :

a) Azizullah, qui aurait été enlevé le 15 novembre 2018 à Jeewa, Surab, dans la province du Baloutchistan, par des membres de la Direction générale du renseignement interservices ;

b) Abdul Shakoor, qui aurait été enlevé le 10 mai 2017 dans l'enceinte de l'usine de production de marbre Zahid Khan Sumalani située à Zero Point, Bazari, à Khuzdar, au Baloutchistan, par des membres de la Direction générale du renseignement interservices ;

c) Momin Khan Momin, qui aurait été enlevé le 31 janvier 2019 à son domicile situé à Gulistan e Jauhar, dans la banlieue de Karachi, par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des officiers de police en civil ;

d) Mohisn Khan, qui aurait été enlevé le 31 janvier 2019 à son domicile situé à Gulistan e Jauhar, dans la banlieue de Karachi, par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des officiers de police en civil ;

e) Shahid Nizam Nizam Uddin, qui aurait été enlevé le 31 janvier 2019 à son domicile situé à Nazimabad, dans la banlieue de Karachi, par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des officiers de police en civil ;

f) Amir Nizam Nizam Uddin, qui aurait été enlevé le 31 janvier 2019 à son domicile situé à Nazimabad, dans la banlieue de Karachi, par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des officiers de police en civil.

Procédure ordinaire

98. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté 64 cas à l'attention du Gouvernement (voir annexe III).

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

99. Sur la base des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer les cas de M. Hassam et de M. Muhammad Afzal comme élucidés. Les intéressés auraient été libérés.

Informations reçues de diverses sources

100. Des sources ont fourni des informations actualisées sur trois cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

101. Le 19 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Application de la règle des six mois

102. Les 16 et 19 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur neuf cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ces cas la règle des six mois.

Élucidation

103. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 91 cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (A/HRC/WGEID/115/1, par. 80).

Réponse à une lettre d'allégation conjointe

104. Le 3 octobre 2018, le Gouvernement a répondu à la communication conjointe (AL PAK 4.2018) qui lui avait été envoyée le 16 juillet 2018, concernant les allégations d'actes d'intimidation commis contre des journalistes et des médias avant les élections au Pakistan, notamment contre la journaliste de nationalité britannique et pakistanaise Gul Bukhari¹¹. Dans sa réponse¹², le Gouvernement donne des renseignements détaillés sur les mesures qu'il a prises pour répondre à ces allégations et pour protéger le droit à la liberté d'expression dans le pays.

Allégation de caractère général

105. Le Groupe de travail a reçu de la part de sources crédibles des informations faisant état d'obstacles à la mise en œuvre de la Déclaration au Pakistan. Le 19 mars 2019, il a porté

¹¹ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=23957> (disponible en anglais seulement).

¹² Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=34350> (disponible en anglais seulement).

à l'attention du Gouvernement une allégation de caractère général (voir annexe I), portant principalement sur les disparitions forcées commises par les forces de sécurité dans les régions pachtounes du pays et dans le Baloutchistan.

Pérou

Communiqué de presse

106. Le 9 octobre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour saluer la décision rendue par la Cour suprême du Pérou d'annuler la grâce accordée à l'ancien Président Alberto Fujimori (voir par. 7).

Fédération de Russie

Procédure ordinaire

107. Le Groupe de travail a porté 40 cas à l'attention du Gouvernement (voir annexe II).

Rwanda

Action urgente

108. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a transmis au Gouvernement un dossier concernant Boniface Twagirimana, qui aurait été enlevé pendant la nuit du 7 au 8 octobre 2018 dans l'enceinte de la prison de Mpanga, située dans le district de Nyanza, par des personnes non identifiées avec la coopération de plusieurs agents de l'administration pénitentiaire.

Arabie saoudite

Action urgente

109. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement les quatre cas suivants :

a) Le 26 septembre 2018, le cas de Marwan Alaa Naji al-Muraisy, qui aurait été arrêté le 1^{er} juin 2018 à son domicile de la rue Madinah al-Munawwarah, situé à l'intersection avec la rue Sheikh bin Baz, dans le quartier de Al-Badi'a, à Riyad, par des agents des forces de sécurité nationale en civil ;

b) Le 11 octobre 2018, le cas de Jamal Khashoggi, qui a été vu pour la dernière fois le 2 octobre 2018 alors qu'il entrait dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul ;

c) Le 21 novembre 2018, le cas d'Abdulaziz Saeed Abdulla, qui aurait été vu pour la dernière fois en septembre 2018 au Bureau du procureur pour la sûreté de l'État à La Mecque ;

d) Le 20 novembre 2018, le cas d'Abdulrahman al-Sadhan, qui aurait été vu pour la dernière fois le 28 octobre 2018 à la prison de Dhahban à Djeddah.

110. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a envoyé une copie du dossier concernant Marwan Alaa Naji al-Muraisy au Gouvernement yéménite, une copie du dossier concernant Jamal Khashoggi au Gouvernement turc et une copie du dossier concernant Abdulaziz Saeed Abdulla au Gouvernement qatarien.

Procédure ordinaire

111. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Mohsen al-Korbi, qui aurait été arrêté le 29 janvier 2018 au poste frontière de Shahn entre le Yémen et Oman par les forces de la coalition menée par l'Arabie saoudite.

112. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie du dossier aux Gouvernements qatarien, omanais et yéménite.

Application de la règle des six mois

113. Le 21 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas (voir par. 109 c)). Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ce cas la règle des six mois.

114. Les 9 et 18 septembre, le 29 octobre et le 2 novembre 2018, ainsi que le 21 janvier 2019, le Gouvernement a fourni des informations sur quatre cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ces cas la règle des six mois.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

115. À la lumière des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas concernant Samar Badawi, Amal al-Harbi, Nassima al-Sadah, Abdulmajeed al-Zahrani et Ahmed al-Zahrani. Ces personnes seraient en détention.

Appel urgent conjoint

116. Le 8 octobre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant la disparition forcée et le meurtre présumés du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat de l'Arabie saoudite à Istanbul¹³.

Réponse à un appel urgent conjoint

117. Le 23 octobre 2018, le Gouvernement saoudien a répondu à la communication conjointe (SAU 9/2018) qui lui avait été adressée le 26 juillet 2018, concernant la détention au secret dont ferait l'objet le défenseur des droits de l'homme Kalid al-Omair¹⁴. Dans sa réponse¹⁵, il conteste les allégations formulées par les mécanismes relevant des procédures spéciales et donne sa version des faits.

Communiqué de presse

118. Le 9 octobre 2018, un communiqué de presse a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales pour demander qu'une enquête internationale indépendante soit rapidement engagée sur l'affaire du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, opposant au régime (voir par. 8).

Observations

119. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement ne lui ait communiqué aucune information concernant la disparition forcée du journaliste Jamal Khashoggi et son meurtre au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Il demande à nouveau qu'une enquête internationale, indépendante et impartiale soit menée sur ces faits, afin d'identifier les responsables et de les traduire en justice.

¹³ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24134> (disponible en anglais seulement).

¹⁴ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=23967> (disponible en anglais seulement).

¹⁵ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=34374> (disponible en anglais seulement).

Sri Lanka

Procédure ordinaire

120. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des six personnes suivantes :

- a) Rajkumar Kathirvel, qui aurait disparu le 6 septembre 2008 après qu'un militaire lui a demandé de l'emmener au camp militaire de Chettikulam ;
- b) Maanikkarasa Kandasamy, qui aurait été arrêté le 24 avril 2010 à Vavuniya par la police de Mannar ;
- c) Pushpadevi Yoganathan, qui aurait été arrêtée le 31 décembre 2010 à Alvaai, dans le district de Jaffna, par des militaires ;
- d) Suboshan Amirthanathan, qui aurait été arrêté le 21 juin 2010 à Thellipalai, dans le district de Jaffna, par des membres de la marine stationnés à Kankesanthurai ;
- e) Antony Arulthas Joseph Peter, qui aurait été arrêté le 21 juin 2010 à Thellipalai, dans le district de Jaffna, par des membres de la marine stationnés à Kankesanthurai ;
- f) Wickneshwaran Shanmuganathan, qui aurait été arrêté le 30 décembre 2010 à Chavakachcheri, dans le district de Jaffna, par des militaires.

Informations reçues de diverses sources

121. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur quatre cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Soudan

Action urgente

122. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Yasir Elsir Ali Sid Ahmed, qui aurait été arrêté le 5 janvier 2019 à son domicile familial à Omdourman par des agents du Service national de renseignement et de sécurité en civil.

Informations reçues du Gouvernement

123. Le 24 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens (voir par. 122).

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

124. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Yasir Elsir Ali Sid Ahmed (voir par. 122). L'intéressé aurait été libéré.

République arabe syrienne

Procédure ordinaire

125. Le Groupe de travail a porté 28 cas à l'attention du Gouvernement syrien (voir annexe III).

126. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a envoyé des copies de deux dossiers au Gouvernement irakien.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

127. Sur la base des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Qamar Jaafar comme élucidé. L'intéressée serait en détention.

Informations reçues de diverses sources

128. Des sources ont fourni des informations actualisées sur un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

129. Sur la base des informations fournies, le Groupe de travail a décidé de rouvrir le dossier concernant Ali al-Shihabi.

Allégation de caractère général

130. Le Groupe de travail a reçu de la part de sources crédibles des informations faisant état d'obstacles à la mise en œuvre de la Déclaration en République arabe syrienne. Le 27 mars 2019, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement une allégation de caractère général (voir annexe I), portant essentiellement sur les éléments de preuve disponibles concernant des actes de torture, des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées commis contre des dizaines de milliers de Syriens, principalement par les forces gouvernementales.

Observations

131. Le Groupe de travail tient à rappeler les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 de la Déclaration, aux termes desquels toute personne privée de liberté doit être gardée dans des lieux de détention officiellement reconnus et être déférée à une autorité judiciaire, conformément à la législation nationale, peu après son arrestation. Des informations exactes sur la détention de ces personnes et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent être rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté.

Thaïlande

Application de la règle des six mois

132. Le 15 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur quatre cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ces cas la règle des six mois.

Informations reçues du Gouvernement

133. Le 15 janvier 2019, le Gouvernement a communiqué des informations sur deux cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé de suspendre l'examen de ces cas jusqu'à sa prochaine session.

Observations

134. Le Groupe de travail se félicite des efforts déployés par le Gouvernement thaïlandais pour collaborer avec lui et espère que celui-ci envisagera d'accepter sa demande concernant la visite qu'il souhaiterait effectué dans le pays au cours de l'année 2019.

Turquie

Application de la règle des six mois

135. Le 21 décembre 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur deux cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ces cas la règle des six mois.

Informations reçues du Gouvernement

136. Le 21 décembre 2018, le Gouvernement a transmis des informations au sujet de 30 cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

137. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Mustafa Özben comme élucidé. L'intéressé serait libre.

Informations reçues de diverses sources

138. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur trois cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Observations

139. Le Groupe de travail souhaite rappeler les observations formulées dans son rapport sur sa mission en Turquie (A/HRC/33/51/Add.1, par. 19 et 20) au sujet des cas dans lesquels il avait été décidé de ne pas engager de poursuites contre les intéressés au motif que l'action en justice était prescrite. La Déclaration prévoit que lorsque les recours prévus à l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne peuvent plus être utilisés, la prescription relative aux actes conduisant à des disparitions forcées est suspendue jusqu'au moment où ces recours peuvent être utilisés à nouveau (par. 2 de l'article 17). S'il y a prescription des actes conduisant à des disparitions forcées, le délai de prescription doit être de longue durée et en rapport avec l'extrême gravité du crime (par. 3 de l'article 17) et ne commencer à courir qu'à partir du moment où la lumière est faite sur le sort de l'intéressé et sur l'endroit où il se trouve. En tout état de cause, la clôture de l'enquête pénale concernant une disparition forcée présumée n'exonère pas l'État de son obligation de rechercher et de retrouver la personne disparue ou sa dépouille.

Turkménistan

Informations reçues de diverses sources

140. Des sources ont communiqué des informations actualisées au sujet d'un cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Lettre conjointe de demande d'intervention rapide

141. Le 27 novembre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant les mesures de représailles dont aurait été victime une personne pour avoir coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, en particulier avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires¹⁶.

Observations

142. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement ne lui ait fourni aucune information concernant l'allégation de caractère général transmise le 5 octobre 2018, selon laquelle un nombre élevé de disparitions forcées seraient survenues dans le système pénitentiaire du Turkménistan (A/HRC/WGEID/116/1, par. 172 et annexe I).

143. Le Groupe de travail évoque également la demande de visite de pays adressée au Gouvernement le 18 novembre 2016 et regrette qu'aucune réponse favorable ne lui soit encore parvenue, en dépit des déclarations publiques de représentants du Gouvernement indiquant le renforcement de la coopération avec le Groupe de travail. Il espère que le Gouvernement ne tardera pas à répondre favorablement à sa demande.

¹⁶ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24207> (disponible en anglais seulement).

Ukraine

Procédure ordinaire

144. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement deux cas concernant :

a) Aleksandr Zagnitko, qui aurait été enlevé le 18 août 2014 dans une maison privée à Louhansk par des représentants du bureau local du Ministère de l'intérieur situé dans le quartier d'Oktyabrskiy ;

b) Dmitry Balagurov, qui aurait été enlevé le 30 novembre 2014 à l'aéroport de Donetsk par des membres du 5^e bataillon de « Secteur droit », avec l'appui de membres des forces armées.

Abandon de l'examen

145. Le Groupe de travail a décidé, à titre exceptionnel et conformément au paragraphe 28 de ses méthodes de travail, de mettre fin à l'examen de trois cas en suspens, concernant Sergey Vladimir V. Bezliudko, Aleksei Vladimirovic Bezliudko et Vadim Ivanovich Vilchick. Il pourra cependant reprendre l'examen de ces cas à tout moment.

Émirats arabes unis

Action urgente

146. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement les deux cas suivants :

a) Le 5 octobre 2018, le cas de Abudujilili Supi, qui aurait été arrêté le 21 septembre 2018, vers 17 h 00, devant la mosquée Abdullah bin Rawahah par des membres des forces de sécurité nationale ;

b) Le 3 janvier 2019, le cas de Rashid Hussain Brohi, qui aurait été arrêté le 27 décembre 2018 à son domicile, à Al-Manama, dans l'émirat d'Ajman, par des policiers en civil.

147. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie du dossier de M. Supi au Gouvernement turc et une copie du dossier de M. Brohi au Gouvernement pakistanais.

Procédure ordinaire

148. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement deux cas concernant :

a) Eliana Massiel Domingues Cid, qui aurait été arrêtée à Doubaï en avril 2017 et conduite dans un centre de détention dans un lieu inconnu ;

b) Une enfant, qui serait née le 29 avril 2017 de Eliana Massiel Domingues Cid alors que celle-ci était en détention dans un lieu inconnu.

149. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis une copie de ces dossiers au Gouvernement dominicain.

Informations reçues du Gouvernement

150. Le 7 février 2018, le Gouvernement a communiqué des informations sur un cas en suspens (voir par. 146, al. a)), lesquelles ont été jugées insuffisantes pour élucider le cas en question.

Application de la règle des six mois

151. Le 11 octobre 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur un cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ce cas la règle des six mois.

Lettre d'allégation conjointe

152. Le 6 décembre 2018, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont adressé au Gouvernement une lettre d'allégation concernant la disparition forcée prolongée de Sheikha Latifa al-Maktoum¹⁷.

Lettre d'allégation conjointe

153. Le 17 janvier 2019, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont adressé au Gouvernement une lettre d'allégation concernant la disparition forcée de Rashid Hussain Brohi, ressortissant pakistanais risquant d'être expulsé des Émirats arabes unis vers le Pakistan, où sa vie serait en danger¹⁸.

Observations

154. Le Groupe de travail tient à rappeler les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 de la Déclaration, aux termes desquels toute personne privée de liberté doit être gardée dans des lieux de détention officiellement reconnus et être déférée à une autorité judiciaire, conformément à la législation nationale, peu après son arrestation. Des informations exactes sur la détention de ces personnes et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent être rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté.

Venezuela (République bolivarienne du)**Application de la règle des six mois**

155. Le 6 septembre 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur un cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer à ce cas la règle des six mois.

Allégation de caractère général

156. Le Groupe de travail a reçu de la part de sources crédibles des informations faisant état d'obstacles à la mise en œuvre de la Déclaration en République bolivarienne du Venezuela. Le 27 mars 2019, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement une allégation de caractère général (voir annexe I), portant principalement sur la récurrence des disparitions forcées de courte durée d'opposants politiques et de manifestants pacifiques.

Viet Nam**Action urgente**

157. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Ngo Van Dung, qui aurait été placé en détention par la police le 4 septembre 2018.

Zimbabwe**Informations reçues du Gouvernement**

158. Le 28 novembre 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur cinq cas en suspens, lesquelles n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

¹⁷ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24233> (disponible en anglais seulement).

¹⁸ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24297> (disponible en anglais seulement).

Annex I

General allegations

India

1. The Working Group received information from the source concerning alleged violations and obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (hereafter, the Declaration) in the Indian State of Jammu and Kashmir.
2. According to the sources, in Jammu and Kashmir the phenomenon of disappearances was one of the principal methods adopted by the State to suppress dissent, and therefore, students, political activists, human rights defenders, lawyers, members of armed groups and civilian populations were disappeared in significant numbers – frequently from custody of the State special agencies which operate in Jammu and Kashmir. It is reported that a conservative estimate, based on information collected from parents, relatives, friends and other sources, that the number of individuals who disappeared in custody since 1989 is as high as 8,000.
3. Sources allege that this phenomenon has been acknowledged by the State. Despite this acknowledgement, the Government has yet to show efforts towards the ratification of the Convention for the Protection of all Persons from Enforced Disappearance (hereafter, the Convention). On the contrary, certain actions of the Government of India contradict Convention intentions, although India signed the Convention in 2007 and thus accepted an obligation under international treaty law to not act contrary to its object and purpose. One recent example of such conflicting act, sources report, is the decision to revise the Public Safety Act, 1978 (hereafter, PSA). Reportedly, the Government has relied heavily on the PSA to enforce administrative detentions without trials and to detain individuals outside the State of Jammu and Kashmir, causing anguish for families who spend years searching for loved ones. Sources assert that revisions made to the PSA in 2018 strengthen the framework for these arrests and detentions. They are also contrary to the Declaration.
4. According to the sources, a related problem is that in contravention of both the Convention and the Declaration, Indian law does not contain an autonomous crime of enforced disappearance. Sources submit that this results in non-compliance with the international obligation to investigate, prosecute, and adequately punish any perpetrator of an enforced disappearance. Reportedly, when families lodge “missing persons” complaints against officers of Special Forces – military, paramilitary and State security, Indian law requires permission of the Government before they can be prosecuted. One example of such a law is the Armed Forces (Jammu and Kashmir) Special Powers Act, 1990 (AFSPA), which classifies the State of Jammu and Kashmir as a “disturbed” area, and grants broad powers and immunity to security forces including the requirement to get prior permission or sanction from the federal government before a member of the armed forces can be prosecuted in a civilian court. While Jammu and Kashmir is administered under a different set of laws due to its special constitutional status, the Armed Forces (Special Powers) Act 1958, with identical terms, is applied to other areas of the country.
5. Secondly, sources assert that the absence of a crime of an enforced disappearance in Indian legislation obstructs the right to truth – a right which the criminal justice system plays an important role in safeguarding. The existing “right to information” frameworks in India (Right to Information Act, 2005) and in Jammu and Kashmir (Jammu and Kashmir Right to Information Act, 2009) provide for the right to obtain government information, including information about past disappearances. However, these frameworks are fraught with limitations which, sources assert, make it easy to deny families information about progress or results of investigations involving officers of special State services. Additionally, reports relay that where families have approached the High Court of Jammu and Kashmir with writs of habeas corpus to determine the whereabouts of disappeared persons, most of these

petitions have been dismissed. In cases where the judge rules in favour of an applicant, the Executive fails to comply with the order, according to the sources.

6. Sources report that other challenges faced by disappeared victims and their families include the lack of redress and adequate compensation, including rehabilitation. Reportedly, the law in Jammu and Kashmir does not provide for compensation specifically for victims of enforced disappearances. Rather, an ex-gratia payment is available for families who can present evidence that a disappeared individual has been presumed dead for seven years and can prove that neither (s)he nor a family member was ever associated with militant activities. The local District Screening Committee then screens cases of “missing persons” for ex-gratia relief, decides which persons can be presumed dead, and issues a death certificate. According to the sources, the process burdens families with a need to produce several documents for consideration. The screening process is also prone to political influence as families must provide influential recommendation letters. Finally, sources assert, members of the Committee may also be the perpetrators of an enforced disappearance. In the end, the relief amount of 1 lakh rupees is quite small, though it remains the same since 1990.

7. Similarly, the scheme of compassionate employment in Jammu and Kashmir is only available on the presumption of death, and the screening process may be influenced by potentially complicit authorities, according to the sources. Since applications for compassionate appointment are not considered after one year of a presumed death of the disappeared individual, this rule contradicts the understanding of the concept of enforced disappearance being of a continuous nature.

8. Other issues which highlight the need for a law on enforced disappearances in India include, according to the sources, social status of wives and children of forcibly disappeared, economic burden on families of the disappeared, mental health of victims and their families, as well as legal regulations related to marriages and inheritance.

Pakistan

9. The Working Group received information from sources concerning reported obstacles encountered in the implementation of Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in Pakistan.

10. The Working Group received a report that thousands of persons, including children and women, have been forcibly disappeared by security forces in Pashtun areas of Pakistan. They also report that most of the women, who have tried to register the cases of their loved ones with a human rights council commission established by the government of Pakistan, have experienced some form of harassment when doing so. The sources further report that the courts, police, media, and other human rights organizations are not operating in Pashtun areas.

11. The Working Group also received a report that approximately 2,000 enforced or involuntary disappearances were documented in Balochistan in 2017. According to sources, people from various backgrounds were abducted in military raids and operations. The sources report that Frontier Corps, that report to the Ministry of Interior, or military and secret service agents of intelligence agencies are responsible for the enforced disappearances of activists and civilians in Balochistan. They report that, in some cases, death squads kidnap people for ransom.

12. The Working Group was also informed that newly discovered mass graves are not properly investigated in Balochistan. According to a source, a new mass grave was discovered in the Panjgur district of Balochistan on July 17, 2018. The source reports that the government has neither acknowledged its existence nor examined the bodies to ascertain their identity. In 2014, three mass graves were found by a shepherd in Tutak area of Khuzdar, containing more than 150 bodies, including a that of a resident who had been picked up by Frontier Corps. Another mass grave was found in the Panjgur area of Balochistan in 2011, which contained three bodies previously abducted by the Frontier Corps. According to sources, all the four bodies from the recently discovered gravesite were decomposed beyond recognition. The sources request that the government should conduct a DNA test of the

bodies to establish their identity, and that an impartial investigation should be conducted to bring the perpetrators to justice.

Syrian Arab Republic

13. The Working Group received information from credible sources alleging obstacles encountered to implement the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in the Syrian Arab Republic.

14. It was reported that there is available evidence on torture, extrajudicial killings and enforced disappearances. According to the sources, it is estimated that tens of thousands of Syrians have been disappeared by pro-Government forces, primarily Syrian Government forces. Indeed, such sources reportedly documented a systematic pattern in which men above the age of 15 years had been arbitrarily arrested and detained by Government security, armed forces, or militia acting on their behalf during mass arrests, at checkpoints, or during house searches. Since then, their whereabouts remain unknown, which would show a pattern of enforced disappearances in the Syrian Arab Republic.

15. It was reported that, after being taken to places of detention run by Syrian intelligence or military agencies, detainees were often severely beaten, and many of whom perished due to torture, inhuman living conditions, lack of adequate medical assistance, or wilful neglect.

16. Moreover, the sources indicated that victim's relatives seeking for the truth are facing obstacles. Families were allegedly compelled to pay bribes to learn the whereabouts of their detained relatives, or on other occasions, they were never informed of their whereabouts and never saw them again.

17. Many of these families learned the fate of their relatives for the first time in May 2018, when State entities provided Government civil registry offices, which registered their deaths and subsequently updated family records. According to the sources, many individuals whose statuses were updated to reflect their deaths are believed to have been detained by State authorities between 2011 and 2014.

18. The sources also reported that these notifications have been issued by military hospitals, such as Tishreen military hospital and Mujtahid hospital, and appeared to be signed by one or more officials. They recorded, in nearly every instance, natural causes of death such as "heart attack". In other cases, the deceased were reportedly executed as a result of a decision by either the First or Second Field Court (including reportedly at Sednaya Prison). According to the sources, the fact that some individuals from the same geographic area share common death dates possibly indicates group executions.

19. The sources pointed out that, by updating the records of those disappeared, State officials including high-ranking members of the Military Police corps of the Syrian Arab Army admit to having information about the fates of those deceased. According to the sources, to that end, the State is further tacitly admitting to knowing where the individuals were at the time of their deaths, as well as to having played a role in deaths in the cases of executions by court order or extrajudicial executions.

20. According to the sources, the State, however, has not released any information on the whereabouts of bodies, nor provided any restitution of personal belongings. Thus, the enforced disappearance, as a violation of international law, continues as long as families do not know the victim's whereabouts.

Venezuela (Bolivarian Republic of)

21. El Grupo de Trabajo recibió información de fuentes fidedignas sobre obstáculos encontrados en la aplicación de la Declaración sobre la Protección de Todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas en la República Bolivariana de Venezuela.

22. La presente alegación general se enfoca principalmente en la alegada repetición de desapariciones forzadas de corta duración de las que serían víctimas opositores políticos.

23. De acuerdo con información recibida, desde el año 2014 se ha identificado una evolución en los patrones de desaparición, principalmente en el contexto de detenciones arbitrarias de personas que participan en manifestaciones públicas o que emiten opiniones críticas al gobierno.

24. Entre el mes de febrero y los primeros días del mes de marzo del año 2014, en los casos documentados se identificó a personas que tras su detención eran incomunicadas durante horas o hasta ser presentadas en los tribunales penales. Hasta este momento, se les catalogaba como “no localizados” y solo después de las 48 horas o más, si no eran presentados a tribunales, pasaban a la categoría de “desaparecido”, toda vez que al dirigirse a los centros de detención, en muchos casos no oficiales, los abogados y familiares no podían verificar el paradero de las personas detenidas debido a la negativa de los funcionarios de seguridad a cooperar y ofrecer información.

25. Adicionalmente se comenzó a observar que los organismos de seguridad, al detener a las personas, pasaban a “ruletearlas” durante horas y por varios centros de detención, sin que los abogados pudieran tener certeza del paradero de las mismas. En varios casos, transcurrían muchas horas hasta que los familiares de las personas detenidas conocieran su ubicación, por lo general a través de vías informales.

26. Las fuentes alertaron en 2014 sobre algunas denuncias de desapariciones que cesaban después de varias horas, situaciones que facilitaron otras violaciones como la práctica de tortura y malos tratos, y que esta conducta se ha vuelto recurrente desde mediados de 2016, siendo más reiterada a partir de 2017. La Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos (OACNUDH), precisó que durante la serie de manifestaciones ocurridas entre abril y agosto de 2017 algunas detenciones en régimen de incomunicación se convirtieron en desapariciones forzadas de corta duración, ya que las autoridades se negaban a informar a los familiares y abogados sobre el paradero de sus familiares detenidos. Asimismo, la OACNUDH documentó más de media docena de casos de personas arrestadas por miembros de las fuerzas de seguridad o de los servicios de inteligencia que fueron llevadas a centros de detención no oficiales donde fueron retenidos por hasta una semana antes de que fueran liberadas sin ser presentadas ante un juez.

27. Asimismo, una de las fuentes ha denunciado el aumento de número de casos de desapariciones forzadas en Venezuela desde el año 2013. En 2015 se contabilizaron 3 casos y en el año 2016, 19 casos. La fuente denuncia que desde 2000 hasta 2016 se documentaron 188 desapariciones forzadas en el país, las cuales casi en su totalidad se encuentran impunes.

28. En el caso de la ejecución de los operativos policiales denominados “Operación de Liberación del Pueblo” (OLP), también fueron documentados casos de ejecuciones sin que aparecieran los cuerpos, o casos de personas que fueron detenidas en dichas operaciones y cuyo paradero se desconoce. De igual forma, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en el informe de país presentado en febrero de 2017 dedica una sección a las OLP y denuncia la desaparición de personas que presuntamente habían sido detenidas y torturadas en el marco de estos operativos.

29. Las fuentes se refieren a la aparición de un patrón de desapariciones forzadas por motivos políticos realizadas con varios días de incomunicación absoluta, y expresan su preocupación y temor de que esta violación de derechos humanos se incorpore “naturalmente” al repertorio de formas ilegales de actuación de los cuerpos de seguridad.

30. Entre los casos documentados por las fuentes se aprecian los siguientes patrones:

A. Desapariciones forzadas de corta duración

Se trata de casos en los que las personas fueron arbitrariamente detenidas y su paradero fue negado por los organismos de seguridad que practicaron la detención, incluso a pesar de la presencia de abogados y familiares en los sitios de reclusión, quienes se encontraban presentes para constatar la ubicación de los detenidos. Las personas encarceladas eran posteriormente reconocidas como detenidas y/o dejadas en libertad sin cargos, tras varias horas o días sin información ni certeza de su ubicación.

B. Desapariciones forzadas ocurridas durante traslados posteriores a la detención inicial

Se documentaron casos en los que, además de haberse producido una negación inicial de la detención, los afectados fueron objeto de traslados en circunstancias en las que nuevamente las autoridades no brindaron información sobre el paradero de los mismos. Se trata de situaciones particularmente delicadas, tomando en cuenta que, desde la dictadura de Pérez Jiménez y hasta los años 90, en condiciones similares se aplicó la llamada “ley de fuga”, una práctica que consiste en la ejecución extrajudicial de un detenido tras simular una evasión, generalmente en el marco de un traslado.

C. Desapariciones forzadas de larga duración

Se trata de hechos que tuvieron lugar hace varios años y sobre los cuales no se ha obtenido una respuesta en cuanto a la suerte o paradero de las víctimas, pese a existir testigos sobre la actuación de funcionarios públicos en el proceso de detención.

31. La información presentada por las fuentes permite identificar patrones en la actuación de los organismos de seguridad del Estado al momento de practicar detenciones, en las cuales se niega el paradero de la persona durante horas, días o incluso semanas; y se impide la comunicación con abogados y familiares lo que hace imposible constatar la ubicación, el estado y las condiciones de las personas detenidas, lo que situaría a las personas fuera de la protección de la ley.

32. De acuerdo con la fuente, las desapariciones forzadas suelen ser utilizadas como política de Estado para infundir terror en la ciudadanía, además de generar inseguridad para la sociedad en general.

Annex II

Urgent actions

Egypt

1. The Working Group, following its urgent action procedure, transmitted 34 cases to the Government concerning:

- (a) Ezzat Eid Taha Fadel Khudair Ghoneim, allegedly last seen in Al-Haram Police Station on 13 September 2018;
- (b) Mr. Magdy Sayed Hassan Ibrahim Ez Eldin, allegedly arrested from El Khanka, Qalyubia Governorate, Egypt, on 7 August 2018 by National Security Agents and other Security Forces;
- (c) Mr. Hassan El-Badry Mahmoud Ali, allegedly last seen in the first week of October 2018 at the National Security Agency in Asyut, Egypt;
- (d) Mr. Mahmoud Abdel Raouf Mohamed Mohamed, allegedly arrested from New Beni Suef City, Egypt, on 18 September 2018 by National Security Agents;
- (e) Mr. Mohamed Awad Baasiuony Al Assaly, allegedly arrested from a checkpoint in Haram city, Cairo Governorate, Egypt, on 10 September 2018 by the Police Force;
- (f) Mr. Aly Mahmoud Aly Mahmoud Kedwany, allegedly arrested from El Raml Station district on 28 October 2018, by members of the Police Force;
- (g) Mr. Tarek Mahmoud Hussein Mahmoud, allegedly arrested from Alexandria electricity distribution, Alexandria, on 23 October 2018, by members of the Police Forces;
- (h) Waleed Ali Selim Mohammed Hamada, allegedly last seen on 30 October 2018, in Alexandria Security Administration, Egypt;
- (i) Ms. Nada Adel Mohammed Mohammed Morsy, allegedly arrested from El Qoreen Center, El Sharkeya Governorate, Egypt, on 12 October 2018, by members of the Police Force;
- (j) Mrs. Abeer Naged Abdallah Mostafa, allegedly arrested from Abo Yousef District, Alexandria Governorate, Egypt, on 25 September 2018 by members of the Police and National Security Forces;
- (k) Ms. Aya-Allah Ashraf Mohamed El-Sayed, allegedly arrested from Qalyubiya Governorate, Egypt, on 4 October 2018, by members of the Police and National Security Forces;
- (l) Mrs. Hoda Abdelmonem Abdel Aziz Hassan, allegedly arrested from Nasser City, Cairo, Egypt, on 1 November 2018 by members of the Police and National Security Forces;
- (m) Mr. Mohamed Abu Horira Mohamed Abdul Rahman, allegedly arrested from Al Yasmeen District, New Cairo, Egypt, on 31 October 2018 by members of the State Security Forces;
- (n) Aisha Mohamed Khairat Saad Al Shater, allegedly arrested from Al Yasmeen District, New Cairo, Egypt, on 31 October 2018 by members of the State Security Forces;
- (o) Sahar Salah Eldeen Ahmed Talaat Hathout, allegedly arrested from Old Egypt District, Cairo, Egypt, on 1 November 2018 by members of the State Security Forces;
- (p) Somaia Mohamed Nassef Roshdy, allegedly disappeared on 31 October 2018, shortly before her places of residence were stormed by members of the Security Forces;
- (q) Ibrahim El Sayed Mohamed Abdo Ata, last heard from on 31 October 2018 shortly before his place of residence was stormed by Riot Police;

- (r) Mr. Osama Mabrouk Mousa Mohamed arrested from El Qolengil village, ElMansoura City, Dakahlia governorate, Egypt on 1 November 2018 by State Security Agents and members of the Armed Forces;
- (s) Marwa Ahmed Madboly Ahmed arrested from Shoubra Masr district, Cairo governorate, Egypt on 31 October 2018 by State Security Agents;
- (t) Ahmed Sayed Ahmed, allegedly abducted from Cairo International Airport on 23 December 2018, by members of Airport Security;
- (u) Raia Aly, allegedly abducted from Cairo International Airport on 23 December 2018, by members of Airport Security;
- (v) Yosr Mahmud, allegedly abducted from Cairo International Airport on 23 December 2018, by members of Airport Security;
- (w) Jamal Abdelwahab Awad Allam allegedly arrested from Jawad High School on 19 December 2018, by members of the Security Forces;
- (x) Ahmed Adel Abdo El Zraa, allegedly disappeared from Rasheed Police Station on 14 October 2018;
- (y) Moatasem ballah Adel Abdo El Zraa allegedly disappeared from Rasheed Police Station on 14 October 2018;
- (z) Mahmoud Ahmed Mohamed Abdel Monem last seen in custody of the National Security Agency on 10 October 2018;
- (aa) Mohamed Abo Bakr Saad Sherif, last seen in State Security Agency premises in Abes, Egypt on 29 November 2018;
- (bb) Mohamed Ezzeddin Youssef Malek disappeared from Cairo Airport on 23 December 2018, having previously been threatened by Security Service;
- (cc) Mohamed Ahmed Abdelhamid Antar disappeared from 10th of Ramadan City Police Station on 2 December 2018;
- (dd) El Sayed Qasem Saleh Ali El Gezawy disappeared from 10th of Ramadan City Police Station on 2 December 2018;
- (ee) Eslam Atya Ali Atya Sarhan disappeared from 10th of Ramadan City Police Station on 2 December 2018;
- (ff) Ahmed Kamal Ragab Soliman Frag disappeared from 10th of Ramadan City Police Station on 2 December 2018;
- (gg) Salah Hussin Mohamed Ali Ghoneim disappeared from 10th of Ramadan City Police Station on 2 December 2018;
- (hh) Moaaz Ahmed Mohamed El Farmawy disappeared from 10th of Ramadan City Police Station on 2 December 2018.

Annex III

Standard procedure cases

Russian Federation

1. The Working Group transmitted 40 cases to the Government, concerning:
 - (a) Ismail Idrisovich Taisumov, allegedly abducted in his house in the village of Novye Atagi, Chechen Republic, on 5 November 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation;
 - (b) Alvi Lechievich Khaiderkhanov, allegedly abducted in the city of Argun, Chechen Republic, on 9 June 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation;
 - (c) Ziyavdi Khamzatovich Khabilyaev, allegedly abducted from his house in Grozny, Chechen Republic, on 3 October 2000, by representatives of the armed forces of the Russian Federation;
 - (d) Mairbek Umarkhadzhievich Umarkhadzhiev, allegedly abducted on 13 November 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation from his house in Grozny, Chechen Republic;
 - (e) Aslambek Mikailovich Umaev, allegedly abducted on 2 November 1999, by representatives of the armed forces of the Russian Federation at a checkpoint exiting Komsomolskoye village, Chechen Republic;
 - (f) Lechi Omarovich Temirkhanov, allegedly abducted on 21 May 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house located in Mesker-Yurt village, Chechen Republic;
 - (g) Isa Lechievich Tegaev, allegedly abducted on 29 January 1995, by representatives of the armed forces of the Russian Federation around the city hospital number 9 located in Grozny, Chechen Republic;
 - (h) Rizvan Shamsudinovich Tatariev, allegedly abducted on 22 December 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house located in Gekhi village, Urus-Martan rayon, Chechen Republic;
 - (i) Adam Idrisovich Taisumov, allegedly abducted on 27 September 2004, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house located in Novye Atagi village, Shalinskiy rayon, Chechen Republic;
 - (j) Akhulddin Saidal-Alievich Sultanov, allegedly abducted on 23 January 2003, by representatives of the armed forces of the Russian Federation, military commandment and Vedenskiy district's Ministry of Interior (MoI) office in Kharachoy village, Shalinskiy rayon, Chechen Republic;
 - (k) Seifudi Saipulaevich Seifulaev, allegedly abducted on 16 December 1999, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house located in Pervomaiskaya station, Groznenskiy rayon, Chechen Republic;
 - (l) Said-Abdul Magomedovich Sangariey, allegedly abducted in the first days of December 1999, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in Grozny, Chechen Republic;
 - (m) Aslanbek Abdul-Khalimovich Saltuev, allegedly abducted on 14 October 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house located in Urus-Martan, Chechen Republic;
 - (n) Lema Gaitukaev, on 17 October 1999, allegedly abducted by representatives of the armed forces of the Russian Federation at the Chervlennaya bridge over Terek river, on the highway between Tolstoy-Yurt and Chervlennaya villages, Chechen Republic;

- (o) Oleg Karpov, allegedly abducted on 30 August 2014, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the area of Starobesheve settlement, Ilovaisk region, Donetsk oblast;
- (p) Viskha Abu-Khamidovich Pikaev, allegedly abducted on 26 March 2003, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the centre of the village of Chiri-Yurt, Shali district, Chechen Republic, in the Russian Federation;
- (q) Anzor Abubakarovich Islamov, allegedly abducted on 5 June 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in the city of Shali, Shali district, Chechen Republic;
- (r) Saikhan Said-Mukhamedovich Isaev, allegedly abducted on 18 January 2005, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in the village of Chechen-Aoul, Grozny district, Chechen Republic;
- (s) Akhamdi Ismailovich Isaev, allegedly abducted on 9 December 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in a house of the village of Valerik, Achkhoy-Martani district, Chechen Republic, in the Russian Federation;
- (t) Nurdi Khozh-Akhmedovich Isaev, allegedly abducted on 3 February 2000, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in the village of Valerik, Achkhoy-Martani district, Chechen Republic, in the Russian Federation;
- (u) Magomed-Ali Shakhidovich Ilyasov, allegedly abducted on 12 November 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house of the village of Katar-Yurt, Achkhoy-Martani district, Chechen Republic, in the Russian Federation;
- (v) Magomed-Salekh Shakhidovich Ilyasov, allegedly abducted on 12 November 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house of the village of Katar-Yurt, Achkhoy-Martani district, Chechen Republic, in the Russian Federation;
- (w) Vakhita Musaevich Ishaev, allegedly abducted on 31 July 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation close to the sugar factory of Argun, Chechen Republic, on his way back to home, accompanied by persons associated with him;
- (x) Khampasha Supyanovich Ireziev, allegedly abducted on 20 November 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the house of persons associated with him in the city of Grozny, Chechen Republic;
- (y) Arbi Saikhanovich Chukaev, allegedly abducted on 7 March 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in the village of Geldegan, Kurchaloevskiy district, Chechen Republic;
- (z) Ms. Tamara Dzhabrailovna Khunarikova, allegedly abducted on 7 March 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the village of Vedenovskiy Rayon, Chechen Republic;
- (aa) Ramzan Imranovich Khataev, allegedly abducted on 30 August 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the city of Grozny, Chechen Republic;
- (bb) Masud Rukmanovich Khakimov, allegedly abducted on 24 April 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the boarding school 'Red Cross', village of Novye Atagi, Shalinskiy Rayon, Chechen Republic;
- (cc) Muslim Usmanovich Khadisov, allegedly abducted on 3 December 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in Achkhoy-Martani district, Chechen Republic;
- (dd) Islam Aslambekovich Utsaev allegedly abducted on 2 June 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in Novye Atagi village, Chechen Republic;
- (ee) Ruslan Sultanovich Ustarkhanov, allegedly abducted on 13 October 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in Achkhoy-Martani district, Chechen Republic;

- (ff) Balaudi Shamilevich Ustarkhanov, allegedly abducted on 6 January 2003, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in Achkhoy-Martán, Chechen Republic;
- (gg) Sulambek Tupaevich Usamov, allegedly abducted on 3 May 2003, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in his house in station Kalinovskaya, Naurskiy rayon, Chechen Republic;
- (hh) Aslambek Mikailovich Umaev, allegedly abducted on 2 November 1999, by representatives of the armed forces of the Russian Federation at a checkpoint exiting Komsomolskoye village, Chechen Republic, Russian Federation;
- (ii) Tamerlan Abdulaevich Tovsultanov, allegedly abducted on 20 September 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the centre of Achkhoy-Martán village, Chechen Republic;
- (jj) Aslan Abdulaevich Tovsultanov, allegedly abducted on 20 September 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in the centre of Achkhoy-Martán village, Chechen Republic;
- (kk) Aslan Sultanovich Timaev, allegedly abducted on 17 January 2004, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in Chiri-Yurt village, Chechen Republic;
- (ll) Ruslan Movlaevich Taismukhanov, allegedly abducted on 30 December 2002, by representatives of the armed forces of the Russian Federation at a checkpoint located in Starye-Atagi village, Shalinskiy rayon, Chechen Republic;
- (mm) Kiuri Gaitukaev, allegedly abducted on 17 October 1999, by representatives of the armed forces of the Russian Federation at the Chervlennaya Bridge over Terek River, on the highway between Tolstoy-Yurt and Chervlennaya villages, Chechen Republic;
- (nn) Salambek Magomedovich Tataev, allegedly abducted on 15 March 2001, by representatives of the armed forces of the Russian Federation in Duba-Yurt village, Shalinskiy rayon, Chechen Republic.

Pakistan

2. The Working Group transmitted 64 cases to the Government, concerning:
- (a) Muhammad Arif Khuda Nizar, allegedly abducted during a raid in his house in the village of Harro, Kharan, Balochistan, on 4 August 2014, by members of Frontier Corps and the Inter-Service Intelligence;
- (b) Muhammad Munir allegedly arrested from his home in Tehsil and District Bahawalpur, on 15 September 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (c) Saqib Ali Khan allegedly arrested from the gate of Mosque Quba, in Tehsil and District Abbottabad, on 20 May 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (d) Muhammad Ali allegedly arrested from his home in Tehsil & District Kohat, on 12 January 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (e) Abdulk Majid allegedly abducted near a police station in Chiniot, in arrested from Tehsil & District Bhakkar, on 22 August 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (f) Umar Javed allegedly abducted from G-8/1, Islamabad, on 28 March 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (g) Abdul Tawab believed to have been abducted on his way to work in Islamabad, on 2 September 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;

- (h) Ehsaan Ullah allegedly abducted while travelling by bus from Peshawar to Kohat, at a checkpoint in Kohat Tunnel, on 21 September 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (i) Nadeem Ahmad allegedly abducted from Street No. 30, Sector F-8/1, Islamabad, on 6 September 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (j) Asad Ullah Vito allegedly abducted from Model Town, Q Block Flat, in Okara, on 4 September 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (k) Muhammad Adnan allegedly abducted from Ayub Park, Okara, on 15 October 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (l) Waseem Behri allegedly abducted from Raheem Abad, Swat, on 30 July 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (m) Akbar Khan, allegedly arrested from his home in Musa Khel, District Mohmand Agency, on 7 April 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (n) Bahadur Zaid allegedly arrested from his home in Bagh Medani, District Lower Dir, on 4 March 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-services Intelligence or the Central Intelligence Agency;
- (o) Muhammad Bilal, allegedly abducted from the market in the Faqeer Colony in Karachi, on 20 September 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (p) Aziz Khan, allegedly abducted from the Mohri Sharif Kharian village, 10 June 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (q) Gul Muhammad, allegedly abducted from his home in District Swat, on 10 June 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (r) Bakht Zaree, allegedly abducted from his home in District Swat, on 14 January 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (s) Muhammad Ayyaz, allegedly abducted from his home in District Swat, 1 July 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (t) Muhammad Ali, allegedly abducted from his home in Sector G-10/3, Islamabad, on 6 July 2007, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (u) Arsalan Masood Khan, allegedly abducted from his home in Surjani Town, Karachi, on 11 December 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (v) Arshaf Iqbal, allegedly abducted from his home in Tehsil & District Swat, on 5 September 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (w) Shakeel Arshad, allegedly abducted from his home in Green Town, Lahore, on 8 February 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

- (x) Muhammad Zakria, allegedly abducted from his home in Tehsil Matta, District Swat, on 8 September 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (y) Muhammad Shafiq, allegedly abducted from his home in Bara District, Khyber Agency, on 25 February 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (z) Abdul Aziz, allegedly abducted from Nawab Market, Hayatabad, Peshawar, on 25 January 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (aa) Muhammad Wali Khan, allegedly abducted from Charsadda Road, near the Faqirabad Police Station, Peshawar, on 24 December 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (bb) Sher Ali, Shamoza Chongi, allegedly abducted from his home in Tehsil & District Swat, on 28 January 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (cc) Gul Zaman, allegedly abducted during an army raid, from Thana Hashtnagri, Dilzaak Road, Peshawar, on 10 April 2010, by officials of the Pakistan Army and members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (dd) Khuda Yaar, allegedly abducted from Jamia Tauheed Masjid, located in Johar Town, Lahore, on 29 July 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (ee) Hazrat Usman, allegedly abducted on his way home from work in Air Town, Mango Pir Road, Karachi, on 20 June 2010, by officials of the Pakistan Army and members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (ff) Hafiz Muhammad Sajjad, allegedly abducted from a house in Gulgasht Colony, Gulshan Wadi, Lahore, on 7 February 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (gg) Gul Zaman, allegedly abducted from Dargai Kalay, on 26 June 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (hh) Muhammad Khizar Jamal, was allegedly abducted from his home in Nazimabad, Karachi, on 11 December 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (ii) Muhammad Ishaq, allegedly abducted from the District Courts (District Kachehri), in Peshawar, on 24 November 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (jj) Sultan Akbar, born on 15 April 1981, allegedly abducted from his home in Tehsil & District Mardan, on 17 April 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (kk) Muhammad Iqbal, allegedly abducted from his home in Tehsil & District Swat, on 13 August 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

- (ll) Haider Ali, allegedly abducted from his home in Tehsil & District Swat, on 5 September 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (mm) Zakir Shah, allegedly abducted from his home in Tehsil Tangi, District Charsadda, on 4 May 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (nn) Khawar Mehmood, allegedly abducted from Nawab Colony, District Bahawalnagar, on 29 November 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (oo) Aslam Khan, allegedly abducted from his home in Bara Bandai Tehsil, District Swat, on 8 June 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (pp) Khaista Bacha, allegedly abducted from his home in Bara Bandai Tehsil, District Swat, on 10 June 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (qq) Sardar Ahmad, allegedly abducted from his home in Swat, Kabal, on 25 August 2009, by members of the Pakistan army;
- (rr) Zia ur Rehman, allegedly abducted from his home in Tehsil Kabal, District Swat, on 8 June 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (ss) Noor Zada Zada, allegedly abducted from his home in Dera Ismail Khan, on 9 April 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (tt) Shah Zada Zada, allegedly abducted from his home in Dera Ismail Khan, on 9 April 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (uu) Khan Zada, allegedly abducted from his home in District Swat, on 3 September 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (vv) Abdul Rasheed, allegedly abducted from his home in Tehsil Kabal, District Swat, on 3 September 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (ww) Muhammad Shoaib, allegedly abducted after leaving his home to drive his rickshaw, in Karachi, on 15 November 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (xx) Syed Qasim Ali Shah, allegedly abducted from the Railway crossing on Bannu Road, Kohat Cantt, on 13 September 2009, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (yy) Raheem Ullah, allegedly last known to be in the custody of the Sindh Police, in the winter of 2009;
- (zz) Zafar Hussain, allegedly abducted from a bus while traveling to the Dalbardeen Unit of the Frontier Corps Battle School in Quetta, on 1 May 2013, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (aaa) Raheem Ullah, allegedly abducted from Rehmaniya Masjid Mozah Banday, Tehsil Kabal, on 15 October 2009, by members of the Pakistan Army during the search operation in Swat;

- (bbb) Hazrat Ali, allegedly abducted from Kanju Chowk Checkpost, in Swat, on 26 August 2008, by members of the Pakistan Army;
- (ccc) Ehsan Ullah, allegedly abducted during a raid on the Shinwari Hotel, Katlang Mardan Road, on 22 December 2012, by four members of the Military Intelligence (MI);
- (ddd) Inayat Ullah, allegedly abducted while travelling in a passenger van from Isplanji, District Mustang to Quetta, Balochistan, on 25 May 2014, by members of the Frontier Corps and plain clothed personnel belonging to the military, police and intelligence agencies;
- (eee) Mehar Gul Marri, allegedly abducted from his home in Mill Colony, Quetta, Balochistan, on 14 September 2015, by members of the Frontier Corps, police and army personnel;
- (fff) Nasir Ahmed, allegedly abducted from his home in Sufara Ghoat, Karachi, on 15 October 2017, by members of the Frontier Corps and the Army;
- (ggg) Rafiq, allegedly abducted from a home in Sufara Ghoat, Karachi, on 15 October 2017, by members of the Frontier Corps and army personnel;
- (hhh) Saqib Ali, allegedly abducted while at a picnic at Khuzdar, Balochistan, on 2 October 2017, by members of the Frontier Corps and army personnel;
- (iii) Irfan Ali, allegedly abducted from his home in Quetta, Balochistan, on 25 July 2015, by members of the Frontier Corps, state intelligence agencies, and the police;
- (jjj) Mudasir Baloch, allegedly abducted from his home in Killi Jamaldani, Noshki on 24 November 2014, by members of the Frontier Corps, State intelligence agency personnel, and the police;
- (kkk) Qadir Bakhsh, allegedly abducted from a clothing shop at Saryab Road, Quetta, Balochistan, on 24 February 2018, by members of the Frontier Corps and the police;
- (lll) Mushtaq Ahmed, allegedly abducted from a football ground in Killi Mussa Khan, Kardgap Tehsil, Mustang District, Balochistan, on 4 December 2016, by members of the Security Forces and the Inter-services Intelligence agency.

Syrian Arab Republic

3. The Working Group transmitted 48 cases to the Government concerning:
- (a) Abdel Kafi Arnaout allegedly arrested from Al Hajj Atef Square, Homs, Syria on 4 February 2013 by members of the Military Intelligence;
- (b) Abdel Moein Al Arnaout allegedly arrested from Al Hajj Atef Square, Homs, Syria on 4 March 2013, by members of the Military Intelligence;
- (c) Ali Al-Sankari allegedly arrested from near the School of Agriculture, Hama, Syria, on 26 June 2013 by Air Force Intelligence;
- (d) Tarek Al-Sankari allegedly arrested from Salamiyah, Governorate of Hama, Syria on 26 June 2013, by Air Force Intelligence;
- (e) Monthir Al Najm, allegedly arrested from a checkpoint in Al Saboniyeh neighbourhood on 9 March 2013 by the Military Security Forces of the Government;
- (f) Mohamed Bakkor Al Jabran allegedly arrested from a checkpoint of Al Mazzah highway road in Damascus on 24 August 2013 by Military Security Forces;
- (g) Zakaria Jabara allegedly arrested from Al Hamam Street on 2 February 2013 by members of the Military Security;
- (h) Wael Mansour allegedly arrested from at a checkpoint in the industrial area of Damascus on 2 April 2013 by members of the Military Security;
- (i) Abd al-Aziz al-Hisni, allegedly arrested from Joorat as-Shayah neighbourhood, Homs, Syria on 25 May 2012, by the Army of the Syrian Government;

- (j) Basel Tabbakh, allegedly arrested from Karamila Circle, Jaramana on 12 March 2013, by pro-Government militia currently known as the National Defence Forces;
- (k) Mohammad Arab allegedly arrested from Al Sheikh Khuder neighborhood, Aleppo, Syria on 1 November 2011, by Air Force Intelligence Branch of Aleppo, Syria;
- (l) Zaher Tabbakh allegedly arrested from Karamila Circle, Jaramana on 12 March 2013, by pro-Government militia currently known as the National Defence Forces;
- (m) Mohammad Al-Qaiyem, allegedly arrested from Al-Mazra'a checkpoint on Al-Wa'ar road in Homs, Syria in August 2013, by Government Forces;
- (n) Mohammad Raja'ie Khalou, allegedly arrested from in front of As-Salam Hospital, in Al-Qameshli on 25 June 2008, by an Air Force Intelligence patrol;
- (o) Hussien Alharish, allegedly arrested from a checkpoint on 3 February 2012, by members of the Military Intelligence in Raqqa, Raqqa District, Raqqa Governorate, Syria;
- (p) Hussien Alewi allegedly arrested from Mhardeh Hama, Hama Governorate on 3 February 2012, by members of the Military Intelligence;
- (q) Hasan Almasri allegedly arrested from Dabusia, Homs, Syria on 5 August 2014, by members of the Military Intelligence;
- (r) Hosni Jom'a allegedly arrested from checkpoint on Damascus International Airport road, Damascus city, Damascus Governorate, Syria on 8 March 2013 members of the Air Security Forces;
- (s) Adnan Al Imam, allegedly arrested from l Moujtahed neighbourhood in Damascus City, Damascus Governorate, Syria on August 2013 by members of the State Security Forces;
- (t) Mohammad Deir Ba'labawi allegedly arrested from a checkpoint located at the entrance of Al Baath University, west of Homs city, Homs Governorate, Syria, on 2 June 2014, by members of the Military Security Forces;
- (u) Ebrahim Al-Jeadni allegedly arrested from Addra City on 3 January 2014, by members of the Syrian Army;
- (v) Ahmad Naser Al-Rejlea allegedly arrested from a checkpoint on Aqraba on 18 October 2013 by the Syrian Army;
- (w) Abdul Hameed Othman, allegedly arrested from a checkpoint near Aleppo, on 3 August 2013, by the Syrian Army;
- (x) Saad Balowaat allegedly arrested from Hama on 22 June 2011, by members of the Air-Intelligence Branch;
- (y) Ali Mahmoud allegedly arrested from a checkpoint in Al Saiyda Zainab, Damascus on 13 December 2013 by the Abu Al Fadel Al Abba Iraqi militias related to Government forces;
- (z) Faisal Al Eyadeh allegedly arrested from Al Hasakah District, Al Hasakah governorate, Syria on 4 September 2013 by the National Defence Militia related to Government forces;
- (aa) Ramiz Kordo, allegedly arrested from a checkpoint at Mount Simeon (Jabal Semaan) District, Aleppo Governorate, Syria on 22 November 2013 by armed members related to political security forces of Government Forces;
- (bb) Idreis Akram allegedly arrested from a checkpoint on the Al Amin street, Al Nabak City, Damascus suburbs, Syria on 24 November 2013 by armed members related to Army Forces of the Government;
- (cc) Asaad Al Mir allegedly arrested from downtown Damascus, Syria on 7 October 2013 by Governmental Security Forces;
- (dd) Hosam Knnab allegedly arrested from Arbaeen Mountain, Hama Governorate, Syria on 5 September 2013 by the Syrian Army;

- (ee) Abdul Aleem Ahmad Deib, allegedly arrested from Al Hal Market in Harasta, Rif Damashq Governorate, Syria on 23 February 2014 by the Syrian Army;
- (ff) Anas Yaseen allegedly abducted from the Criminal Security Branch in Sweida, as-Suwayda Governorate, Syria, on 21 April 2014, by members of the Security Services;
- (gg) Al Jaidani Ibrahim allegedly arrested from Adra, Syria on 3 January 2014, by members of the Syrian Army Forces;
- (hh) Anwar Akram Abdulsattar Al Khdairi allegedly last heard from on 18 November 2012 and reportedly being held in the Syrian Army Intelligence Prison in Maz Al Jabal;
- (ii) Layth Battal Khadim Al Janabi allegedly arrested from the Department of Immigration and Passport in Rukn Al Din neighbourhood in Damascus, Syria on 20 June 2012, by Security Services;
- (jj) Saleh Al-Khader, allegedly arrested from Tala'e checkpoint, located in al-Joura neighbourhood, Deir ez-Zor, Syria on 18 July 2014, by Syrian Military Security Forces;
- (kk) Hussien Almandil, allegedly arrested from a checkpoint near Alrahman Mosque in Aleppo on 30 May 2013 by soldiers;
- (ll) Anas Halawa, allegedly last seen in Branch 248 of the Military Security Branch in Damascus in October 2014;
- (mm) Mohamed Albati, allegedly arrested from Tayyibat Al Imam, Hama, Syria on 28 April 2017 by Military Security Forces;
- (nn) Tamer Hammoush allegedly arrested from the eastern part of Al Furqan neighbourhood, Aleppo, Syria on 13 January 2014, by Air Security Forces;
- (oo) Badr Al Din Habib, allegedly arrested from checkpoint located in the Ramouse neighbourhood, Aleppo on 10 October 2014, by Military Security;
- (pp) Sohaib Haj Ali, allegedly arrested from al-Sabahi checkpoint, at the northern entrance of Aleppo Road on 18 April 2017, by members of the Political Security Branch;
- (qq) Mona Al Ahmad, allegedly arrested from the checkpoint of the Airforce Intelligence at Hama main road, Homs on 8 November 2014;
- (rr) Mahmoud Mohammad, allegedly arrested from Al Gharbi neighbourhood on 15 January 2015 by Syrian military forces;
- (ss) Ahmad Alnmr allegedly arrested from Khaldiyyah Village, Hama Governorate on 29 February 2014 by members of the military security;
- (tt) Mahmmod Al Batee, allegedly abducted from Maardas checkpoint on 3 October 2016 by State Security;
- (uu) Fares Kharboutli, allegedly arrested from Qamishli, al-Hasakah governorate, Syria on 29 September 2013 by members of the Military Intelligence;
- (vv) Ali Al Qasim, allegedly arrested from Deir Ba'alba neighbourhood, Homs city, Syria on 3 January 2013, by political security forces of the Government.

Annex IV

Respuesta del Estado de El Salvador a dos alegaciones generales formuladas por el Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias de las Naciones Unidas

El Estado de El Salvador, presenta su informe al Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias de las Naciones Unidas, en atención a alegaciones generales contra El Salvador realizadas en el año 2015, y reiteradas en mayo del presente año, relativas a denuncias sobre falta de diligencias en las investigaciones y obstáculos que las familias de las personas desaparecidas durante el conflicto armado interno han enfrentado para dar con el paradero de sus seres queridos.

A. Resumen de las alegaciones

En la primera Alegación General, de fecha 31 de marzo de 2015, se expresa que la Fiscalía General de la República necesitaba mostrar más dinamismo en las investigaciones de los casos de desaparición forzada; que la Corte Suprema de Justicia (CSJ) no había concretado la coordinación ofrecida para lograr un acuerdo entre la Junta Directiva del Instituto de Medicina Legal (IML) y el Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF), con el fin de realizar en forma conjunta el trabajo relacionado con la ejecución de las exhumaciones ordenadas por la Corte Interamericana de Derechos Humanos (Corte IDH) en el caso “Masacre de El Mozote y lugares aledaños”, y como resultado, las exhumaciones ordenadas por la Corte IDH no se habían realizado a esa fecha; y que la Comisión Nacional de Búsqueda de Niñas y Niños Desaparecidos Durante el Conflicto Armado a septiembre de 2014, únicamente había resuelto 39 casos de un total de 236.

Además, que la Ley de Amnistía General para la Consolidación de la Paz seguía vigente, pese a que la Sala Constitucional de la Corte Suprema de Justicia (CSJ) aprobó una petición presentada en marzo 2013 reclamando la inconstitucionalidad de la Ley de Amnistía. No obstante la decisión continuaba pendiente.

En la segunda Alegación General, de fecha 25 de junio de 2015, el Grupo de Trabajo manifestó haber recibido información relacionada con la presunta pasividad y omisión en la exhaustiva y debida diligencia en la investigación de casos de desapariciones forzadas. Señalando en particular las denuncias interpuestas en 2006 por familiares de personas desaparecidas durante el conflicto armado ante la Fiscalía General de la República (FGR) y luego mediante un recurso de habeas corpus ante la Corte Suprema de Justicia (CSJ). Además, que en 2014, la FGR habría constatado que no tenía la documentación referente a las denuncias de 2006, por lo cual los familiares de las víctimas habrían tenido que proporcionar la documentación pertinente a las autoridades; y que las únicas diligencias realizadas en estos casos por la FGR, fue asignar las investigaciones a la Unidad Anti Homicidios y nombrar a los investigadores policiales.

Asimismo, mencionó los obstáculos enfrentados por migrantes desaparecidos y sus familiares, así como el escaso apoyo del Estado frente a esta situación, haciendo referencia a 350 casos de desapariciones de migrantes en su ruta desde El Salvador hacia los Estados Unidos, durante la cual habrían sido víctimas de desapariciones o de asesinatos y/o ejecuciones en el territorio de México. En algunos de estos casos la FGR habría respondido que no podía recibir las denuncias de las desapariciones dado que los hechos habían ocurrido en territorio Mexicano; por lo que sugerían impulsar un mecanismo transnacional para facilitar el acceso a la justicia de los migrantes víctimas de desaparición y de sus familiares.

Agregaron, que en la actualidad existían nuevas formas de desaparición forzada en El Salvador, las que ocurrían en un contexto de violencia y de impunidad que tendría su origen en el crimen organizado; que tenían conocimiento de un incremento de desapariciones en el país y de cementerios clandestinos, y que según las cifras disponibles el número de personas desaparecidas en 2011 y 2012 habrían superado los casos de desaparición forzada de niños/as durante el conflicto armado, registrados por organizaciones de la sociedad civil. Varios de

los casos habrían sido presuntamente cometidos por miembros de las Fuerzas Armadas en el marco de tareas que pretenden llevar seguridad a las comunidades.

Finalmente, manifestaron su preocupación por la inexistencia de una política estatal de búsqueda de personas desaparecidas, que implique el trabajo coordinado de las instituciones pertinentes. La falta de coordinación se evidenciaría por las disparidades entre los datos estadísticos que podían consultarse sobre el número de personas desaparecidas. Además, la Unidad de Búsqueda de Personas Desaparecidas de la Policía Nacional Civil (PNC), aplicaría una búsqueda exhaustiva solo si los casos corresponden a la categoría de “casos prioritarios”; que según el Instructivo de Investigaciones de Personas Desaparecidas y Extraviadas aprobado por la PNC en junio 2012, los casos que se consideraban importantes y que debían ser investigados con prioridad eran: la desaparición de autoridades públicas, de funcionarios públicos, de extranjeros con misión diplomática, de policías y militares, y casos que causen alarma y conmoción nacional.

En ambas alegaciones, el Grupo de Trabajo adjuntó 2 listados de personas desaparecidas cuyas investigaciones no habrían sido agilizadas por parte de la FGR; uno de los listados conteniendo casos de personas desaparecidas en el contexto del conflicto armado interno y el otro, casos actuales de desaparición forzada. Asimismo, solicitó dar respuesta al siguiente cuestionario:

1. Si los hechos relatados en la denuncia son exactos. Si no es así, por favor aclarar;
2. ¿Qué investigaciones específicas se están realizando con el fin de enjuiciar a los presuntos autores de las desapariciones forzadas o involuntarias?
3. ¿Cuáles son las medidas concretas adoptadas por el Gobierno de Su Excelencia para prevenir y poner fin a los casos de desaparición forzada?
4. ¿Cuáles son los pasos específicos que el Gobierno de Su Excelencia está llevando a cabo para ayudar a las familias para determinar la suerte o el paradero de sus seres queridos?
5. ¿Cuáles son los pasos específicos que el Gobierno de Su Excelencia está llevando a cabo para proporcionar reparaciones a las familias de las personas desaparecidas?
6. Sírvase proporcionar información sobre instancias de cooperación regional en relación a la desaparición de migrantes;
7. Respecto a las desapariciones actuales, desearíamos contar con mayor información respecto al Instructivo de Investigaciones de Personas Desaparecidas y Extraviadas aprobado por la PNC en junio 2012 y la definición de “casos prioritarios” incluida en el mismo.

B. Respuesta del Estado

Sobre la pregunta 1: “Si los hechos relatados en la denuncia son exactos. Si no es así, por favor aclarar”:

El Estado de El Salvador considera que los hechos relatados en ambas alegaciones generales de 2015 y reiteradas en mayo de 2018, no son exactos a la realidad actual del país y por lo tanto se hacen las siguientes puntualizaciones:

- (a) Respecto de la no suscripción del “Convenio de Cooperación Científica entre la Corte Suprema de Justicia y el Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF)”, es preciso aclarar que el citado convenio sí fue suscrito en el año 2016, con el objeto de promover y desarrollar instancias de cooperación científica, especialmente en materia forense, tales como: arqueología forense, antropología científica, odontología forense, medicina legal, evidencias sociales, genética forense, entre otras; asimismo, de crear programas y/o actividades de estudio, capacitaciones presenciales y/o a distancia, visitas de estudio, intercambio de material bibliográfico y de protocolos para el desarrollo de buenas prácticas y el mejor abordaje del trabajo pericial, pasantías tanto en El Salvador como en la sede del EAAF, y cualquier actividad que permita a ambas instituciones, la promoción y contribución

al desarrollo y mejoramiento de todas las especialidades forenses como herramienta de la investigación científica – criminal en el país; y también de formación y actualización de técnicas modernas de las áreas forenses y en aquellas otras relacionadas a la investigación de delitos, como el Programa de Formación de Especialidad en Medicina Legal para docentes y promover instancias de cooperación en la búsqueda de las personas desaparecidas y en casos de fallecimiento, exhumaciones, identificación y la restitución de restos humanos.

A raíz de la firma de este Convenio, se realizaron las exhumaciones ordenadas por la Corte IDH en el caso “Masacre de El Mozote y lugares aledaños”, entre el 10 de noviembre y el 10 de diciembre de 2016, a requerimiento de la FGR y bajo la autorización jurisdiccional del Juez de Paz de Meanguera, Departamento de Morazán. En el primer trimestre de 2017 se llevó a cabo el trabajo de identificación científica de los restos exhumados, a través de la etapa antropológica y de laboratorio. Para la ejecución de esta diligencia judicial, se contó con el trabajo conjunto del personal del Departamento de Antropología Forense del Instituto de Medicina Legal “Dr. Roberto Masferrer” (IML), de agentes de la División Central de Investigaciones (DCI) de la Policía Nacional Civil, de peritos de la División de Policía Técnica y Científica (DPTC), así como con la valiosa colaboración de expertos del Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF).

Durante este procedimiento se logró recolectar una buena cantidad de evidencia física y la extracción de osamentas humanas, a las que se les realizó el respectivo análisis científico, para posteriormente ser entregados a sus familiares y representantes de las víctimas del caso. Actualmente, pero bajo el control jurisdiccional del Juzgado de Primera Instancia de San Francisco Gotera, Departamento de Morazán, la FGR continúa recabando información testimonial en el caso de la referida masacre, sobre nuevos sitios en los que podrían encontrarse restos humanos a exhumar.

En relación a este mismo punto, debe señalarse que a pesar de reconocer el aporte fundamental que el EAAF ha brindado al país para la investigación de casos como El Mozote, la prioridad estatal está centrada en la generación de capacidades institucionales, por lo que actualmente se está trabajando en la creación del Equipo Salvadoreño de Antropología Forense (ESAF), para lo cual ya existe un acuerdo emitido por el Consejo Directivo del Instituto de Medicina Legal “Dr. Roberto Masferrer”. Además, el Estado ha suscrito el Estatuto de la Comisión Internacional sobre Personas Desaparecidas y se encuentra en consideración de la Asamblea Legislativa para su posible ratificación, lo que facilitaría la gestión de cooperación técnica.

(b) En relación a los casos de desaparición forzada investigados por la Comisión Nacional de Búsqueda de Niños y Niñas Desaparecidas durante el Conflicto Armado (CNB) a septiembre de 2014, es necesario precisar que según los datos oficiales, desde el inicio de sus labores en septiembre de 2011 hasta marzo de 2015, la CNB registró un total de 253 casos, de los cuales había investigado 184 y resuelto 55; de estos, 30 jóvenes fueron localizados y reencontrados o en proceso de reencuentro con sus familias biológicas, 15 fueron localizados fallecidos y 10 casos fueron cerrados por diferentes razones.

A mayo de 2018, la CNB registra un total de 315 casos, de los cuales ha investigado 244 y resuelto 91; de estos, 46 jóvenes han sido localizados y reencontrados o se encuentran en proceso de reencuentro con sus familias biológicas, 31 fueron localizados fallecidos y 14 casos fueron cerrados por distintas causas. Lo que en suma refleja que de los casos investigados por la CNB, el 37 % cuenta con una conclusión investigativa.

(c) En torno la vigencia de Ley General de Amnistía para la Consolidación de la Paz, se comunica que en fecha 13 de julio de 2016, la Sala de lo constitucional de la Corte Suprema de Justicia, mediante sentencia 44-2013/145-2013, declaró la inconstitucionalidad de dicha Ley y ordenó su respectiva expulsión del ordenamiento jurídico nacional. Como producto de la referida sentencia, se abrió la posibilidad de iniciar o reabrir casos sobre delitos cometidos en el contexto del conflicto armado interno, entre ellos los de desaparición forzada. Consecuentemente, la FGR creó el Grupo de Fiscales para la Investigación de Delitos Cometidos en el Conflicto Armado, encargado de dirigir y coordinar las respectivas investigaciones a nivel nacional, contando con el apoyo de las 19 Oficinas Fiscales que tramitan las investigaciones en sus circunscripciones territoriales. Dicho Grupo

Especializado está conformado actualmente por 4 fiscales auxiliares y dos asistentes administrativos.

(d) Respecto de la pasividad de la FGR en la investigación de casos de desaparición forzada. En relación al listado de personas desaparecidas en el contexto del conflicto armado interno, de acuerdo a información provista por la FGR, a la fecha no ha sido posible procesarlo en el sentido de recabar la información correcta sobre la situación actual de cada uno de los casos planteados por el Grupo de Trabajo, debido principalmente al volumen de la información a consultar (2,381 casos remitidos) y a la ausencia de registros automatizados en la década de 1980, lo que ha obligado a realizar una búsqueda manual de la información, sin el uso de las herramientas informáticas actuales; razón por la cual, con posterioridad, el Estado se pronunciará sobre este listado específico.

Sobre el listado de casos más recientes, se adjuntan al presente informe dos cuadros que contienen la información recabada en el Sistema de Información y Gestión Automatizada del Proceso Fiscal (SIGAP), referidos a datos estadísticos sobre los delitos de Desaparición Forzada de Personas (Art. 364 C. Pn.), Desaparición Forzada Cometida por Particular, (art. 365 C. Pn.) y Desaparición de Persona Cometida Culposamente (art. 366 C. Pn.), fechados en los años 2015, 2016, 2017 y 2018, desagregándolos en los rubros siguientes: casos iniciados, casos archivados, casos en investigación activa y casos finalizados (Anexo 1).

(e) En relación a los obstáculos enfrentados por los familiares de migrantes desaparecidos, es necesario informar que El Salvador sí tiene un mecanismo interinstitucional para la localización de personas migrantes desaparecidas, creado el 25 de agosto de 2010; además, cuenta con el Banco de Datos Forenses de Migrantes No Localizados. Ambos mecanismos son producto de la suscripción del “Acuerdo de cooperación interinstitucional para la creación de mecanismos de intercambio de información sobre migrantes no localizados y cuerpos no identificados”, por parte del Viceministerio para Salvadoreños en el Exterior, la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos (PDDH), la Asociación Comité de Familiares de Migrantes Fallecidos y Desaparecidos de El Salvador (COFAMIDES) y el Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF). El mecanismo tiene como finalidad la búsqueda internacional y localización de migrantes salvadoreños desaparecidos y fallecidos en territorios extranjeros que conforman la ruta del migrante, del cual se auxilia la Unidad Fiscal Especializada de Delitos de Tráfico Ilegal y Trata de Personas.

Una vez conocido un caso, se activa el citado mecanismo iniciando el contacto con COFAMIDES o con la PDDH, quienes explican a los familiares de la persona migrante desaparecida el protocolo a seguir para la donación de una muestra de ADN por parte del familiar más cercano. Asimismo, se les explica la naturaleza y funcionamiento del banco de datos forenses de migrantes no localizados, que permite la comparación de las muestras de ADN con restos humanos que no han sido identificados en territorio extranjero. Durante 2016 y 2017 la aludida Unidad Fiscal, sostuvo coordinaciones interinstitucionales con funcionarios de la PDDH para garantizar eficacia en la derivación y atención de familiares de víctimas desaparecidas y fallecidas en la ruta del migrante hacia los Estados Unidos de América.

Asimismo, el Ministerio de Relaciones Exteriores, como parte de la protección consular y con el objetivo de brindar tutela efectiva y sistemática a la población migrante en tránsito, ha establecido agencias consulares en los puntos y en zonas determinadas como rutas migratorias, que brindan asistencia, acompañamiento y ayuda humanitaria ágil, flexible y en cualquier momento a estas personas, especialmente a niñas, niños y adolescentes. En ese sentido, la red consular ha sido fortalecida, instalando el Consulado en Mc Allen, Estados Unidos y recientemente en San Luis Potosí, México.

(f) En relación a los casos en los que según la denuncia hecha al Grupo de Trabajo, la Fiscalía General de la República habría expresado a las víctimas o familiares, que no era posible recibir la denuncia sobre una persona migrante desaparecida, debido a que los hechos harían ocurrido en territorio mexicano, se informa que la Unidad Especializada de Delitos de Tráfico Ilegal y Trata de Personas de la FGR posee claridad de la competencia legal determinada por el artículo 9 numeral 3 y el artículo 10 del Código Penal de El Salvador, referentes respectivamente al “Principio Personal o de Nacionalidad” y al “Principio de Universalidad”, y que los delitos de Tráfico Ilegal y Trata de Personas son tipos penales

pluriofensivos, que afectan bienes jurídicos protegidos universalmente, constituyendo delitos contra la humanidad, por lo que en tal sentido, con frecuencia se reciben denuncias en que parte o la totalidad de los hechos habrían ocurrido en territorios extranjeros, como es el caso del delito de Tráfico Ilegal de Personas; en estos casos, incluso, para garantizar la recolección oportuna de elementos de prueba, también se tramitan asistencias internacionales a diversos países a través de la Unidad de Asistencia Legal Internacional de la Fiscalía.

(g) Respecto de la alegación que detalla que la Unidad de Búsqueda de Personas Desaparecidas de la Policía Nacional Civil (PNC) aplicaría una búsqueda exhaustiva solo si los casos corresponden a la categoría de “prioritarios, según lo contemplado en el Instructivo de Investigación de Personas Desaparecidas del año 2012”, es necesario aclarar que en tal instructivo policial no existe la categoría “prioritarios” y que la atención de cada caso reviste igual importancia en cualquier unidad policial donde el hecho sea reportado.

(h) En relación a la ausencia de políticas públicas en el tema de desaparición forzada de personas, es preciso mencionar que el Plan Quinquenal de Desarrollo 2014–2019 del Gobierno de El Salvador, que es el instrumento de política pública de más alto nivel en el país, contempla en sus apartados A.1 y E.11.6, el enfoque de cumplimiento y promoción de los derechos humanos, el cual dicta las directrices necesarias para la creación de políticas específicas en el tema de reparación a víctimas de graves violaciones a los derechos humanos, entre las que se encuentran las de desaparición forzada de personas.

En cumplimiento de esta política pública, es que se concreta la instalación del Consejo Directivo del Registro de Víctimas de Graves Violaciones a Derechos Humanos Ocurredas en el Contexto de; Conflicto Armado Interno (CODREVIDH), en julio de 2014; se lanza oficialmente el programa de “Transferencia Monetaria para Víctimas de Graves Violaciones a Derechos Humanos durante el Conflicto Armado”, en agosto de 2016; y se crea la Comisión Nacional de Búsqueda de Personas Adultas Desaparecidas en el Contexto del Conflicto Armado de El Salvador (CONABÚSQUEDA), en septiembre de 2017. Mecanismos que se detallarán más adelante.

Sobre la pregunta 2: ¿Qué investigaciones específicas se están realizando con el fin de enjuiciar a los presuntos autores de las desapariciones forzadas o involuntarias?:

En cuanto a investigaciones específicas sobre casos de desaparición forzada de personas ocurridas en el contexto del conflicto armado interno, se pueden citar algunos que actualmente están siendo diligenciados: caso Guzmán, caso Flores, caso Escobar, caso Reyes, caso Morán, caso La Gruta y caso Sánchez. Hechos ocurridos en el contexto del conflicto armado interno en diferentes lugares del país y atribuidos tanto a la Fuerza Armada como a grupos revolucionarios. Asimismo, se investigan casos relacionados a homicidios, masacres, atentados con artefactos explosivos a instalaciones sindicales, reclutamientos forzosos, entre otros, también ocurridos en el contexto del pasado conflicto armado.

Todos estos casos están siendo investigados por la Policía Nacional Civil en cumplimiento a direccionamiento funcional de la FGR. Para atender los requerimientos fiscales, la institución policial ha dispuesto equipos de investigación a nivel nacional, distribuidos en cada Departamento de Investigación Policial y en la División Central de Investigaciones de la PNC.

Los equipos de investigadores cuentan con el apoyo de analistas operativos de casos y de peritos de la División de Policía Técnica y Científica; así también, con el apoyo logístico necesario para el desarrollo de sus actividades. Adicionalmente, se mantienen una estrecha relación con el fiscal asignado al caso, para planificar actividades a realizar y analizar el resultado de las mismas.

En relación a la pregunta 3: ¿Cuáles son las medidas concretas adoptadas por el Gobierno de Su Excelencia para prevenir y poner fin a los casos de desaparición forzada?:

(a) El Código Penal salvadoreño contempla como Delitos Contra la Humanidad, tres Tipos Penales referidos a desaparición forzada: Desaparición Forzada de Personas, Art. 364; Desaparición Forzada Cometida por Particular, Art. 365; y Desaparición de Personas Permitida Culposamente Art. 366. Por lo tanto, una vez que la FGR tiene conocimiento de un hecho delictivo que agrava uno o más bienes jurídicos protegidos en los señalados tipos

penales, se inicia la investigación criminal correspondiente, garantizando la legalidad y la búsqueda de la verdad real.

(b) 13 de julio de 2016, la Sala de lo Constitucional de la Corte Suprema de Justicia, mediante sentencia 44-2013/145-2013, declaró la inconstitucionalidad la Ley de Amnistía General para la Consolidación de la Paz y ordenó su respectiva expulsión del ordenamiento jurídico nacional; lo que abre la posibilidad e investigar y enjuiciar a los responsables por crímenes de lesa humanidad, como la desaparición forzada de personas ocurridas en el contexto del pasado conflicto armado salvadoreño.

(c) En cuanto al tema de difusión y sensibilización en torno a la problemática de niñez desaparecida, la CNB realiza una publicación semestral de la revista “Re-Cordis”, además de cuñas radiales, comunicados y conferencias de prensa para informar a la población sobre el tema. Adicionalmente, se utilizan como herramientas de difusión, el sitio web institucional, las redes sociales, y el canal de videos por internet de YouTube. Específicamente sobre el tópico de sensibilización de la población en general, la CNB destaca que en diciembre de 2012 inició la campaña radial “Unámonos para el Reencuentro”, la cual fue desarrollada a lo largo del año 2013 y generó que se recibieran nuevas solicitudes de investigación de casos. De igual manera, con la finalidad de hacer visible y presente el tema de niñez desaparecida, en ese mismo año realizó la exposición fotográfica “Ecos de la Memoria”, con fotografías de niñas y niños desaparecidos en el contexto del conflicto armado salvadoreño; la cual fue presentada en la ciudad capital y lugares del interior del país.

(d) La PNC participa de la Mesa Técnica de Fortalecimiento Interinstitucional en casos de personas desaparecidas relacionadas en el crimen organizado, para reducir la impunidad en El Salvador, donde se exponen las diferentes inquietudes y problemáticas de la PNC, FGR e IML, logrando establecer procedimientos conjuntos para el trabajo que involucra a las tres instituciones.

(e) A la fecha, la PNC está a la espera de la aprobación de un instructivo con el que se actualizará el procedimiento de actuación para las dependencias policiales en materia de investigación efectiva y registro de información fiable sobre casos de personas desaparecidas.

Sobre la pregunta 4: ¿Cuáles son los pasos específicos que el Gobierno de su Excelencia está llevando a cabo para ayudar a las familias a determinar la suerte o e/paradero de sus seres queridos?:

(a) Mediante el Decreto Ejecutivo No. 5, publicado en el Diario Oficial el día 18 de enero del 2010 y reformado mediante el Decreto N. 45, del 26 de abril del mismo año, se creó la Comisión Nacional de Búsqueda de Niñas y Niños Desaparecidos durante el Conflicto Armado Interno (CNB), en cumplimiento de la Sentencia emitida por la Corte Interamericana de Derechos Humanos el 1º de marzo de 2005, en el caso de las hermanas Ernestina y Erlinda Serrano Cruz, quienes desaparecieron de manera forzada en 1982. La CNB inició sus labores operativas en agosto de 2011.

(b) En 2016, como producto de la declaratoria de inconstitucionalidad de la Ley General de Amnistía para la Consolidación de la Paz, la FGR creó el Grupo de Fiscales para la Investigación de Delitos Cometidos en el Conflicto Armado, encargado de dirigir y coordinar las respectivas investigaciones a nivel nacional, entre los cuales se encuentran desapariciones forzadas de personas. Este grupo especializado cuenta con el apoyo de las 19 Oficinas Fiscales que tramitan las investigaciones en sus circunscripciones territoriales. Dicho Grupo Especializado está conformado actualmente por 4 fiscales auxiliares y dos asistentes administrativos.

(c) En septiembre de 2017, mediante Decreto Ejecutivo No. 33, el Gobierno de El Salvador creó la Comisión Nacional de Búsqueda de Personas Adultas Desaparecidas en el Contexto del Conflicto Armado de El Salvador (CONABÚSQUEDA), la cual está dirigida por tres comisionados nombrados por el Órgano Ejecutivo, pero 2 de ellos propuestos por las víctimas. Esta Comisión, al igual que la CNB, ha sido dotada de recurso humano y financiero para su funcionamiento.

(d) Con relación a avances en el tema de reconocimientos, identificación de restos, excavaciones y exhumaciones, el Instituto de Medicina Legal “Dr. Roberto Masferrer”

(ILM), con el apoyo del EAAF y técnicos auxiliares, a la fecha han identificado 26 sitios de excavación de los cuales se han exhumado 70 personas desaparecidas que ya han sido identificadas y entregados sus restos a las familias, con lo cual algunos casos ya fueron concluidos. Asimismo, se han analizado 41 muestras de sangre de posibles familiares para la identificación de osamentas exhumadas, contando con los registros de familiares en la Base de Datos Ante Mortem / Post Mortem del IML; en total han sido analizadas 68 muestras, todas ellas procesadas mediante la extracción, cuantificación y amplificación por medio de la Reacción en Cadena de la Polimerasa y secuenciación capilar en analizadores genéticos Thermofisher 3130 y 3500 XL, utilizando el Software Genemapper V.1.4.; los Kits marcadores genéticos ocupados para el análisis fueron Globalfiler, Globalfiler Express Identifier y Minifiler.

Recientemente, personal del ILM recibió formación especializada sobre la extracción de DNA en muestras óseas de larga data; dicha capacitación fue impartida por el Centro de Identificación Humana de la Universidad del Norte de Texas y por ex miembros del Laboratorio de Genética del FBI, lo que ha permitido implementar nueva metodología y optimizar recursos dentro del ILM y volver más eficientes sus procesos. Además, en este momento el IML cuenta con el Software M-FISys v.11.07 para el análisis de bases de datos en casos de personas desaparecidas, el cual se encuentra listo para operar una vez que la CSJ en Pleno autorice la creación de una nueva base de datos sistematizada.

En la actualidad, el IML se encuentra colaborando activamente con la Comisión Nacional de Búsqueda de Niños y Niñas Desaparecidos durante el Conflicto Armado Interno (CNB) y con la Comisión Nacional de Búsqueda de Personas Adultas Desaparecidas en el Contexto del Conflicto Armado de El Salvador (CONABÚSQUEDA), ambas creadas por el Órgano Ejecutivo.

(e) En el tema de niñez desaparecida, el Ministerio de Relaciones Exteriores y el Instituto de Medicina Legal de la Corte Suprema de Justicia, tienen proyectada la creación de un Banco Nacional de Perfiles Genéticos, para cuyo propósito se han establecido las coordinaciones necesarias, así como los estudios y las valoraciones pertinentes que posibiliten su instalación en el mediano plazo.

(f) Actualmente, la Sala de lo Constitucional de la Corte Suprema de Justicia ha gestado avances y modificaciones en los criterios jurisprudenciales referente a la desaparición forzada ocurrida en el contexto de la guerra civil salvadoreña desarrollada desde 1980 hasta 1992, época en la que no se aceptaba el hábeas corpus como mecanismo idóneo para conocer estos casos. Dichos criterios han sido superados por la Sala, concluyendo que este proceso constitucional es un mecanismo idóneo para conocer casos de desaparición forzada ocurridas en el contexto del conflicto armado interno.

Respecto de la pregunta 5: ¿Cuáles son los pasos específicos que el Gobierno de su Excelencia está llevando a cabo para proporcionar reparaciones a las familias de las personas desaparecidas?:

(a) Mediante Decreto Ejecutivo N° 57, de fecha 05 de mayo de 2010, se creó la “Comisión Nacional de Reparación a las Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos, ocurridas durante el Contexto del Conflicto Armado Interno”, procurando ajustarse a los estándares del derecho internacional de los derechos humanos en cuanto al deber de reparación de naturaleza colectiva. Esta Comisión propuso un Programa de Reparaciones a las Víctimas de Graves Violaciones a los Derechos Humanos Ocurridas en el contexto del Conflicto Armado Interno, conteniendo medidas en el ámbito de la salud, la educación, alimentación y de participación en la vida económica.

Durante los años 2011 y 2012, el Estado realizó un registro de víctimas de graves violaciones a derechos humanos durante el conflicto armado interno, que ha sido la base para la implementación del referido Programa de Reparación.

(b) A través del Decreto Ejecutivo 204, de fecha 23 de octubre del año 2013, se creó de manera oficial el “Programa de Reparaciones a las Víctimas de Graves Violaciones a los Derechos Humanos Ocurridas en el Contexto del Conflicto Armado Interno” y además, el Consejo Directivo del Registro de Víctimas de Graves Violaciones a los Derechos Humanos Ocurridas en el Contexto del Conflicto Armado Interno (CODREVIDH).

El objeto del Programa de Reparaciones es dotar a las víctimas de graves violaciones a derechos humanos y a sus familiares, de diferentes mecanismos de reparación por los daños sufridos durante el conflicto armado; contemplando las siguientes modalidades de reparación: Medidas de Rehabilitación, Indemnización, Medidas de Dignificación, y Medidas de Garantía de No Repetición de los hechos. Este Decreto establece obligaciones específicas a las instituciones del Órgano Ejecutivo, en materia de cumplimiento de las medidas de reparación, según la competencia correspondiente.

El referido Consejo Directivo tiene como funciones generales, organizar, administrar, dirigir y garantizar el correcto funcionamiento y resguardo de la información del Registro de Víctimas de Graves Violaciones a los Derechos Humanos Ocurredas en el Contexto del Conflicto Armado Interno, con la finalidad de garantizar la correcta identificación de las víctimas y su incorporación en las diferentes medidas de reparación contempladas en el Decreto Ejecutivo 204.

En observancia del Programa de Reparaciones contemplado en el Decreto Ejecutivo 204, el 31 de agosto de 2016 la Presidencia de la República lanzó de manera oficial el programa de “Transferencia Monetaria para Víctimas de Graves Violaciones a Derechos Humanos durante el Conflicto Armado”, que consiste en un apoyo económico de entrega bimensual con finalidad compensatoria y de carácter continuo, el cual es entregado a las víctimas identificadas en el respectivo Registro.

(c) Como se mencionó previamente, El Salvador ha logrado avances en el tema de reconocimientos, identificación de restos, excavaciones y exhumaciones de personas desaparecidas. A la fecha, el Instituto de Medicina Legal “Dr. Roberto Masferrer” (ILM), con el apoyo del EAAF y técnicos auxiliares, han identificado 26 sitios de inhumación de los cuales se han exhumado 70 personas desaparecidas que ya han sido identificadas y entregados sus restos a las familias, con lo cual algunos casos ya fueron concluidos, lo que ha contribuido en el tema de reparación a las víctimas.

(d) En el caso de niñez desaparecida, la CNB ofrece apoyo y acompañamiento psicosocial a la familia de las niñas y niños desaparecidos, y de manera especial en aquellos casos donde las personas desaparecidas han sido localizados como fallecidas y se conoce el lugar del entierro, dando acompañando al proceso de exhumación de los restos; asimismo, realiza visitas familiares que permiten contextualizar las historias y las etapas vividas por las familias y realiza talleres psicosociales con diferentes grupos familiares a fin de propiciar el reconocimiento de la afectación del trauma psicosocial producto de la desaparición forzada.

En relación a la pregunta 6: Sírvase proporcionar información sobre instancias de cooperación regional en relación a la desaparición de migrantes.

En los casos de investigación, la PNC se apoya de OCN-INTERPOL y de la red consular del Ministerio de Relaciones Exteriores.

A partir de septiembre de 2017, la PNC ha desarrollado diferentes talleres con equipos de trabajo técnicos, apoyados por la Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito (UNODC) y el Gobierno de Canadá, con el propósito de lograr el fortalecimiento institucional en casos de desapariciones relacionadas con el crimen organizado, entre los cuales también figuran algunas desapariciones de migrantes.

Sobre la pregunta 7: Respecto de las desapariciones actuales, desearíamos contar con mayor información respecto al instructivo de investigaciones de personas desaparecidas y extraviadas aprobado por la PNC en junio de 2012, y la definición de “casos prioritarios” incluida en el mismo:

En el año 2011, se creó el Grupo de Investigación de Personas Desaparecidas dentro de la División Central de Investigaciones de la PNC, con el objeto de ser un referente investigativo policial en materia de investigación de casos de desaparición forzada de personas, manteniendo a la vez una estructura investigativa de atención de casos a nivel departamental, lo cual permite una atención de tipo centralizada y descentralizada.

El instructivo al cual se hace referencia establece el funcionamiento y los mecanismos de coordinación entre la unidad centralizada y las unidades descentralizadas, para poder dar una

mejor atención a las víctimas y sus familiares, tener mejores registros estadísticos y dar un adecuado seguimiento a los casos.

Como se mencionó en el punto 1, el documento no hace referencia a casos “prioritarios”, por tanto no es posible dar una definición sobre ese término.

El instructivo define la forma de distribuir y asignar los casos de acuerdo a criterios de participación en las Unidades Policiales intervinientes, basados en la complejidad que reviste la investigación, ya sea por las características del grupo criminal involucrado, la transversalidad del hecho, o la cercanía de la unidad policial respecto del lugar en que sucedieron los hechos, entre otros.

Aclaración del Estado de El Salvador sobre presentación de informes solicitados por el Grupo de Trabajo

En reiteradas oportunidades, el Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas de Personas ha comunicado al Estado de El Salvador que no ha dado respuesta a los informes solicitados en el año 2014 y 2015; ante lo cual se hace necesario informar a ese honorable Grupo de Trabajo, que el Estado salvadoreño ha brindado respuesta a todas las solicitudes de información efectuadas en los referidos años; agregando como prueba copia de los informes rendidos (Anexos 2 y 3).

Antiguo Cuscatlán, 6 de noviembre de 2018
